

Perspectives économiques de l'OCDE, Rapport intermédiaire

La résilience à l'épreuve

Mars 2026



La résilience à l'épreuve

Mars 2026

Cette œuvre est diffusée sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE et ne reflète pas nécessairement les vues officielles des pays Membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Note de la République de Türkiye

Les informations figurant dans ce document qui font référence à « Chypre » concernent la partie méridionale de l'île. Il n'y a pas d'autorité unique représentant à la fois les Chypriotes turcs et grecs sur l'île. La Türkiye reconnaît la République Turque de Chypre Nord (RTCN). Jusqu'à ce qu'une solution durable et équitable soit trouvée dans le cadre des Nations Unies, la Türkiye maintiendra sa position sur la « question chypriote ».

Note de tous les États de l'Union européenne membres de l'OCDE et de l'Union européenne

La République de Chypre est reconnue par tous les membres des Nations Unies sauf la Türkiye. Les informations figurant dans ce document concernent la zone sous le contrôle effectif du gouvernement de la République de Chypre.

Kosovo* : Cette désignation est sans préjudice des positions sur le statut et est conforme à la résolution 1244/1999 du Conseil de sécurité des Nations unies ainsi qu'à l'avis consultatif de la Cour internationale de justice sur la déclaration d'indépendance du Kosovo.

Merci de citer cet ouvrage comme suit :

OCDE (2026), *Perspectives économiques de l'OCDE, Rapport intermédiaire, mars 2026 : La résilience à l'épreuve*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/b961ba49-fr>.

ISBN 978-92-64-90116-2 (PDF)

ISBN 978-92-64-68700-4 (HTML)

Perspectives économiques de l'OCDE

ISSN 0304-3274 (imprimé)

ISSN 1684-3436 (en ligne)

Crédits photo : Couverture © hxdzxy/Shutterstock.com.

Les corrigenda des publications de l'OCDE sont disponibles sur : <https://www.oecd.org/fr/publications/support/corrigenda.html>.

© OCDE 2026



Attribution 4.0 International (CC BY 4.0)

Cette œuvre est mise à disposition sous la licence Creative Commons Attribution 4.0 International. En utilisant cette œuvre, vous acceptez d'être lié par les termes de cette licence (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>).

Attribution – Vous devez citer l'œuvre.

Traductions – Vous devez citer l'œuvre originale, identifier les modifications apportées à l'original et ajouter le texte suivant : *En cas de divergence entre l'œuvre originale et la traduction, seul le texte de l'œuvre originale sera considéré comme valide.*

Adaptations – Vous devez citer l'œuvre originale et ajouter le texte suivant : *Il s'agit d'une adaptation d'une œuvre originale de l'OCDE. Les opinions exprimées et les arguments utilisés dans cette adaptation ne doivent pas être rapportés comme représentant les vues officielles de l'OCDE ou de ses pays Membres.*

Contenu provenant de tiers – La licence ne s'applique pas au contenu provenant de tiers qui pourrait être incorporé dans l'œuvre. Si vous utilisez un tel contenu, il relève de votre responsabilité d'obtenir l'autorisation auprès du tiers et vous serez tenu responsable en cas d'allégation de violation.

Vous ne devez pas utiliser le logo de l'OCDE, l'identité visuelle ou l'image de couverture sans autorisation expresse ni suggérer que l'OCDE approuve votre utilisation de l'œuvre.

Tout litige découlant de cette licence sera réglé par arbitrage conformément au Règlement d'arbitrage de la Cour permanente d'arbitrage (CPA) de 2012. Le siège de l'arbitrage sera Paris (France). Le nombre d'arbitres sera d'un.

Table des matières

La résilience à l'épreuve	4
Résumé	4
Évolutions récentes	9
Projections	17
Risques et enjeux	20
Impératifs de l'action publique	24

GRAPHIQUES

Graphique 1. La croissance mondiale se montrait résiliente avant le conflit	9
Graphique 2. La production liée aux technologies est en plein essor, car les entreprises se montrent plus optimistes concernant l'intelligence artificielle	10
Graphique 3. Les taux estimés des droits de douane ont diminué, notamment pour plusieurs grandes économies de marché émergentes	11
Graphique 4. Le risque géopolitique a considérablement augmenté, le conflit provoquant des perturbations importantes sur les marchés de l'énergie	12
Graphique 5. De nombreux pays sont tributaires des exportations du Moyen-Orient	13
Graphique 6. Les prix de l'énergie ont flambé	14
Graphique 7. La part de l'énergie dans le panier de consommation des ménages varie selon les pays	14
Graphique 8. Les conditions financières se sont durcies mais restent légèrement accommodantes	16
Graphique 9. L'inflation reste stable, mais les anticipations d'inflation ont récemment augmenté	17
Graphique 10. Le conflit au Moyen-Orient a nettement changé les perspectives de croissance et d'inflation	18
Graphique 11. De nouvelles hausses marquées des prix de l'énergie se répercuteraient sur les perspectives de croissance et d'inflation	22
Graphique 12. La croissance de la productivité aux États-Unis a été récemment plus rapide dans les secteurs caractérisés par une forte adoption de l'IA	23
Graphique 13. Les trajectoires des taux directeurs divergent selon les pays	25
Graphique 14. Les dépenses militaires augmentent dans de nombreux pays	27

TABLEAUX

Tableau 1. La croissance mondiale devrait se modérer	6
Tableau 2. L'inflation globale devrait augmenter en 2026	7
Tableau 3. L'inflation sous-jacente devrait rester modérée	8

La résilience à l'épreuve

Résumé

- Le conflit en cours au Moyen-Orient a des coûts humains et économiques pour les pays directement impliqués, et mettra à l'épreuve la résilience de l'économie mondiale. La paralysie du transport maritime dans le détroit d'Ormuz et la fermeture ou la détérioration des infrastructures énergétiques ont provoqué une flambée des prix de l'énergie et perturbé l'offre mondiale d'énergie et d'autres produits de base importants, tels que les engrais.
- La volatilité sur les marchés financiers s'est accrue, notamment dans certaines économies asiatiques, et les conditions financières se sont durcies, encore qu'elles demeurent légèrement accommodantes à la fois dans les économies avancées et les économies de marché émergentes.
- L'ampleur et la durée du conflit sont très incertaines, mais une période prolongée de hausse des prix de l'énergie aura pour effet d'augmenter sensiblement les coûts pour les entreprises et l'inflation mesurée par les prix à la consommation, avec des conséquences préjudiciables à la croissance.
- Avant l'escalade du conflit, la croissance mondiale résistait bien, l'activité étant stimulée par la vigueur des investissements et de la production liés à l'IA, ainsi que par des conditions financières et budgétaires favorables.
- Les taux bilatéraux des droits de douane des États-Unis ont baissé après que la Cour suprême s'est prononcée contre les droits de douane mis en place via l'*International Emergency Economic Powers Act* (loi autorisant le Président des États-Unis à réglementer le commerce international en cas de situation d'urgence). Les réductions des droits de douane sont particulièrement fortes pour plusieurs économies de marché émergentes, dont le Brésil, la Chine et l'Inde. Néanmoins, le taux moyen effectif des droits de douane appliqués par les États-Unis reste bien supérieur à celui en vigueur avant 2025.
- Le renchérissement des prix de l'énergie et les perturbations de la chaîne d'approvisionnement surviennent alors que l'inflation reste supérieure à l'objectif dans quelques grandes économies, dont le Brésil, les États-Unis, le Mexique, le Royaume-Uni et la Türkiye. Les anticipations d'inflation à moyen terme ont également augmenté à la suite de la flambée des prix de l'énergie.
- La croissance du PIB mondial devrait ralentir à 2.9 % en 2026 avant de remonter à 3.0 % en 2027. La hausse des prix de l'énergie et la nature imprévisible de l'évolution du conflit au Moyen-Orient feront augmenter les coûts et baisser la demande, compensant les effets favorables induits par la vigueur des investissements et de la production liés aux technologies, la baisse des taux effectifs des droits de douane et le prolongement de la dynamique de 2025.
- Ces projections reposent sur l'hypothèse technique selon laquelle les perturbations actuelles des marchés de l'énergie s'atténueront au fil du temps, les prix du pétrole, du gaz et des engrais s'inscrivant en baisse constante à partir du milieu de l'année 2026.
- Aux États-Unis, la croissance annuelle du PIB devrait se modérer, reculant de 2.0 % en 2026 à 1.7 % en 2027, la forte expansion de l'investissement lié à l'IA étant partiellement compensée par un ralentissement de l'augmentation des revenus réels et des dépenses de consommation. Dans

la zone euro, la croissance du PIB devrait ralentir à 0.8 % en 2026, car la hausse des prix de l'énergie pèse sur l'activité, avant de remonter à 1.2 % en 2027 à la faveur de l'accroissement des dépenses de défense. En Chine, elle devrait se replier à 4.4 % en 2026 et à 4.3 % en 2027.

- Dans les pays du G20, l'inflation devrait être supérieure de 1.2 point de pourcentage à ce qui était prévu en 2026 et s'établir à 4.0 %, avant de ralentir à 2.7 % en 2027 grâce à la dissipation attendue des tensions sur les prix de l'énergie. Dans les économies avancées du G20, l'inflation sous-jacente devrait diminuer et passer de 2.6 % en 2026 à 2.3 % en 2027.
- La poursuite des perturbations affectant les exportations en provenance du Moyen-Orient ayant pour effet d'accentuer la hausse des prix davantage que prévu et d'aggraver les pénuries de produits de base essentiels, pourrait augmenter l'inflation et réduire la croissance, ce qui représente un risque important de divergence à la baisse par rapport aux perspectives. Un tel scénario, ou un rendement des investissements dans l'IA plus faible que prévu, pourrait aussi entraîner des corrections de prix plus importantes sur les marchés financiers, ce qui affaiblirait la demande et accroîtrait les risques pesant sur la stabilité financière.
- À l'inverse, un secteur des entreprises étonnamment résilient, un règlement du conflit au Moyen-Orient plus rapide que prévu faisant baisser les prix de l'énergie ou une augmentation des investissements dans les technologies de l'intelligence artificielle générant des gains de productivité accrus pourraient renforcer la croissance.
- Confrontées au choc lié aux prix de l'énergie, les banques centrales doivent rester vigilantes et veiller à ce que les anticipations d'inflation demeurent bien ancrées. Des ajustements de la politique monétaire pourraient être nécessaires si les tensions sur les prix se généralisent ou si les perspectives de croissance se détériorent sensiblement.
- Toute mesure des pouvoirs publics visant à amortir l'impact de la hausse des prix de l'énergie devrait être prise au bon moment, bien ciblée sur les ménages qui en ont le plus besoin et sur les entreprises viables, maintenir les incitations à réduire la consommation énergétique et s'accompagner de mécanismes d'expiration clairement définis.
- La marge de manœuvre budgétaire est limitée et il convient d'agir pour préserver la viabilité de la dette et dégager des ressources permettant de répondre à des besoins de dépenses à plus long terme. Il faudra redoubler d'efforts pour contenir et réaffecter les dépenses, améliorer l'efficacité du secteur public et accroître les recettes, en les inscrivant sur des trajectoires d'ajustement à moyen terme crédibles et adaptées aux spécificités de chaque pays.
- Un suivi et une surveillance effectifs et une réglementation solide s'imposent pour remédier aux risques pour la stabilité financière compte tenu des valorisations excessives sur les marchés financiers et des liens de plus en plus étroits entre les banques et les établissements financiers non bancaires.
- Des accords atténuant les tensions commerciales et approfondissant les relations commerciales amélioreraient la lisibilité de l'action publique ainsi que les perspectives de croissance durable. De nouvelles restrictions à l'exportation en réaction aux perturbations de l'offre devraient être évitées, car elles pourraient aggraver les pénuries d'approvisionnement et tirer les prix vers le haut.
- Les mesures qui améliorent l'efficacité énergétique au niveau national et réduisent la dépendance à l'égard des combustibles fossiles importés à moyen terme constituent une priorité. Ces mesures peuvent contribuer à réduire l'exposition aux tensions géopolitiques futures, ainsi qu'à atténuer les coûts pour les ménages comme pour les entreprises.

Tableau 1. La croissance mondiale devrait se modérer

	2025	2026		2027	
		Prévisions intermédiaires	Différence par rapport aux prévisions de décembre	Prévisions intermédiaires	Différence par rapport aux prévisions de décembre
Monde	3.3	2.9	0.0	3.0	-0.1
G20 ¹	3.3	3.0	0.1	3.0	-0.1
Australie	2.0	2.3	0.0	2.4	0.1
Canada	1.7	1.2	-0.1	1.7	0.0
Zone euro	1.4	0.8	-0.4	1.2	-0.2
Allemagne	0.4	0.8	-0.2	1.5	0.0
France	0.9	0.8	-0.2	1.0	0.0
Italie	0.5	0.4	-0.2	0.6	-0.1
Espagne ²	2.8	2.1	-0.1	1.7	-0.1
Japon	1.2	0.9	0.0	0.9	0.0
Corée	0.9	1.7	-0.4	2.1	0.0
Mexique	0.6	1.3	0.1	1.7	0.0
Türkiye	3.6	3.3	-0.1	3.8	-0.2
Royaume-Uni	1.3	0.7	-0.5	1.3	0.0
États-Unis	2.1	2.0	0.3	1.7	-0.2
Argentine	4.4	2.8	-0.2	3.5	-0.4
Brésil	2.3	1.5	-0.2	2.1	-0.1
Chine	5.0	4.4	0.0	4.3	0.0
Inde ³	7.6	6.1	-0.1	6.4	0.0
Indonésie	5.1	4.8	-0.2	5.0	-0.1
Russie	1.0	0.6	0.1	0.8	0.2
Arabie Saoudite	4.5	4.0	0.0	3.6	-0.3
Afrique du Sud	1.1	1.2	-0.1	1.7	0.2

Note : Écart par rapport aux Perspectives économiques de l'OCDE de décembre 2025 mesuré en points de pourcentage, sur la base de chiffres arrondis. Les agrégats Monde et G20 sont calculés à l'aide de pondérations variables fondées sur les PIB nominaux, à parité de pouvoir d'achat (PPA). Les révisions des estimations de PPA influent sur les écarts mesurés au niveau des agrégats. Sur la base des données disponibles au 23 mars 2026.

1. L'Union européenne (UE) est membre à part entière du Groupe des Vingt (G20), mais l'agrégat G20 comprend uniquement les pays qui en sont également membres à titre individuel.

2. L'Espagne est un invité permanent du G20.

3. Exercices budgétaires, qui débutent en avril.

Source : Base de données des Perspectives économiques intermédiaires de l'OCDE, n° 119 ; et base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 118.

Tableau 2. L'inflation globale devrait augmenter en 2026

	2025	2026		2027	
		Prévisions intermédiaires	Différence par rapport aux prévisions de décembre	Prévisions intermédiaires	Différence par rapport aux prévisions de décembre
G20 ¹	3.4	4.0	1.2	2.7	0.2
Australie	2.8	4.1	1.4	2.5	0.0
Canada	2.1	2.4	0.3	2.0	0.0
Zone euro	2.1	2.6	0.7	2.1	0.1
Allemagne	2.3	2.9	0.8	2.6	0.2
France	0.9	1.8	0.5	1.5	-0.1
Italie	1.6	2.4	0.7	1.8	0.0
Espagne ²	2.7	3.0	0.7	2.2	0.4
Japon	3.2	2.4	0.2	1.9	-0.2
Corée	2.1	2.7	0.9	2.0	0.0
Mexique	3.8	3.8	0.5	3.2	0.3
Türkiye	34.9	26.7	5.9	16.9	5.2
Royaume-Uni	3.4	4.0	1.5	2.6	0.5
États-Unis	2.6	4.2	1.2	1.6	-0.7
Argentine	41.9	31.3	13.7	14.1	4.1
Brésil	5.0	4.1	-0.1	3.8	0.0
Chine	-0.1	1.3	1.0	1.1	0.3
Inde ³	2.0	5.1	1.7	4.1	0.1
Indonésie	1.9	3.4	0.3	2.6	-0.6
Russie	8.7	6.4	1.0	4.5	0.2
Arabie Saoudite	2.0	1.9	-0.3	2.2	0.2
Afrique du Sud	3.2	3.9	0.3	3.3	0.1
<i>Pour mémoire</i>					
Pays du G20 hors Argentine et Türkiye	2.2	3.1	0.9	2.2	0.0

Note : Écart par rapport aux Perspectives économiques de l'OCDE de décembre 2025 mesuré en points de pourcentage, sur la base de chiffres arrondis. L'agrégat G20 est calculé à l'aide de pondérations variables fondées sur les PIB nominaux, à parité de pouvoir d'achat (PPA). Les révisions des estimations de PPA influent sur l'écart mesuré au niveau de l'agrégat. Sur la base des données disponibles au 23 mars 2026.

1. L'Union européenne (UE) est membre à part entière du Groupe des Vingt (G20), mais l'agrégat G20 comprend uniquement les pays qui en sont également membres à titre individuel.

2. L'Espagne est un invité permanent du G20.

3. Exercices budgétaires, qui débutent en avril.

Source : Base de données des Perspectives économiques intermédiaires de l'OCDE, n° 119 ; et base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 118.

Tableau 3. L'inflation sous-jacente devrait rester modérée

	2025	2026		2027	
		Prévisions intermédiaires	Différence par rapport aux prévisions de décembre	Prévisions intermédiaires	Différence par rapport aux prévisions de décembre
Économies avancées du G20 ¹	2.6	2.6	0.1	2.3	0.1
Australie	3.0	3.5	0.9	2.9	0.4
Canada	2.5	2.1	0.1	2.0	0.0
Zone euro	2.4	2.3	0.2	2.1	0.1
Allemagne	2.8	2.6	0.4	2.4	0.0
France	1.6	1.3	-0.1	1.6	0.0
Italie	1.9	2.6	0.7	1.9	0.1
Espagne ²	2.6	2.7	0.5	2.1	0.3
Japon	1.7	1.5	-0.1	1.9	0.0
Corée	1.9	2.4	0.6	2.3	0.3
Mexique	4.1	3.8	0.3	3.2	0.3
Türkiye	35.5	26.2	5.7	16.9	5.2
Royaume-Uni	3.5	2.8	-0.1	2.2	0.0
États-Unis	2.8	3.0	0.0	2.4	0.1
Afrique du Sud	3.2	3.5	0.3	3.3	0.2

Note : Écart par rapport aux Perspectives économiques de l'OCDE de décembre 2025 mesuré en points de pourcentage, sur la base de chiffres arrondis. L'agrégat « Économies avancées du G20 » est calculé à l'aide de pondérations variables fondées sur les PIB nominaux, à parité de pouvoir d'achat (PPA). Les révisions des estimations de PPA influent sur l'écart mesuré au niveau de l'agrégat. L'inflation sous-jacente exclut les prix des produits alimentaires et de l'énergie. Sur la base des données disponibles au 23 mars 2026.

1. L'Union européenne (UE) est membre à part entière du Groupe des Vingt (G20), mais l'agrégat G20 comprend uniquement les pays qui en sont également membres à titre individuel.

2. L'Espagne est un invité permanent du G20.

Source : Base de données des Perspectives économiques intermédiaires de l'OCDE, n° 119 ; et base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 118.

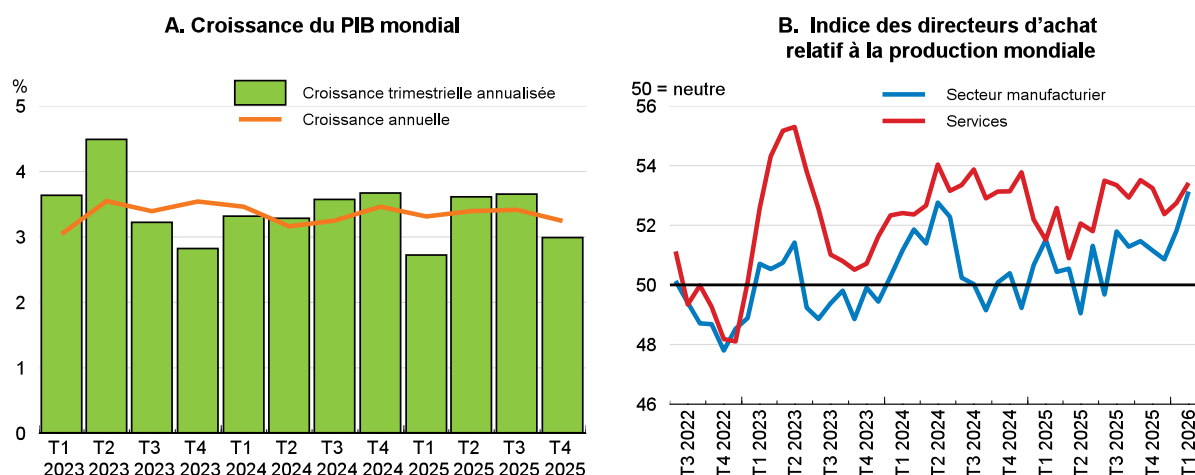
Évolutions récentes

La croissance mondiale avait continué de bien résister

1. Le conflit en cours au Moyen-Orient a des coûts humains et économiques pour les pays directement impliqués, et met à l'épreuve la résilience de l'économie mondiale. La croissance mondiale est restée solide en 2025, l'expansion ayant atteint un rythme annualisé de 3¼ pour cent au second semestre de l'année, soit légèrement plus que prévu dans les Perspectives économiques de l'OCDE de décembre (graphique 1, partie A). La consommation et l'investissement privés ont été les principaux moteurs dans de nombreuses économies, tandis que des conditions financières et budgétaires accommodantes ont soutenu la demande pour les technologies de l'intelligence artificielle. Bien que la croissance aux États-Unis ait ralenti au quatrième trimestre, en partie à cause de la fermeture des administrations publiques, le rythme d'activité a été plus soutenu au second semestre de l'année que prévu initialement, car l'augmentation rapide et forte des investissements des entreprises dans les technologies a plus que compensé la faiblesse des dépenses dans d'autres catégories d'investissement et les obstacles liés aux droits de douane. La croissance a été plus soutenue que prévu en Inde, à la suite de la révision des comptes nationaux et, dans une moindre mesure, dans la zone euro, en Indonésie et en Arabie saoudite. En Chine, les bons résultats à l'exportation et les subventions publiques en faveur des consommateurs ont stimulé l'activité, bien que la croissance de l'investissement dans la construction résidentielle ait encore reculé.

2. Selon les indicateurs pour les premiers mois de 2026, la croissance mondiale est restée solide dans les secteurs des services et dans l'industrie manufacturière (graphique 1, partie B), tandis que la production industrielle liée aux technologies a poursuivi son essor rapide, surtout en Asie et aux États-Unis (graphique 2, partie A). Les grandes entreprises technologiques cotées en bourse aux États-Unis et en Chine ont également prévu d'augmenter leurs dépenses d'investissement en 2026. Cela concorde avec l'amélioration récente d'une mesure de la confiance des entreprises aux États-Unis, provenant de l'analyse des transcriptions des conférences téléphoniques de présentation des résultats financiers de grandes entreprises cotées en bourse, principalement liée au regain d'optimisme concernant les technologies de l'intelligence artificielle (graphique 2, partie B).

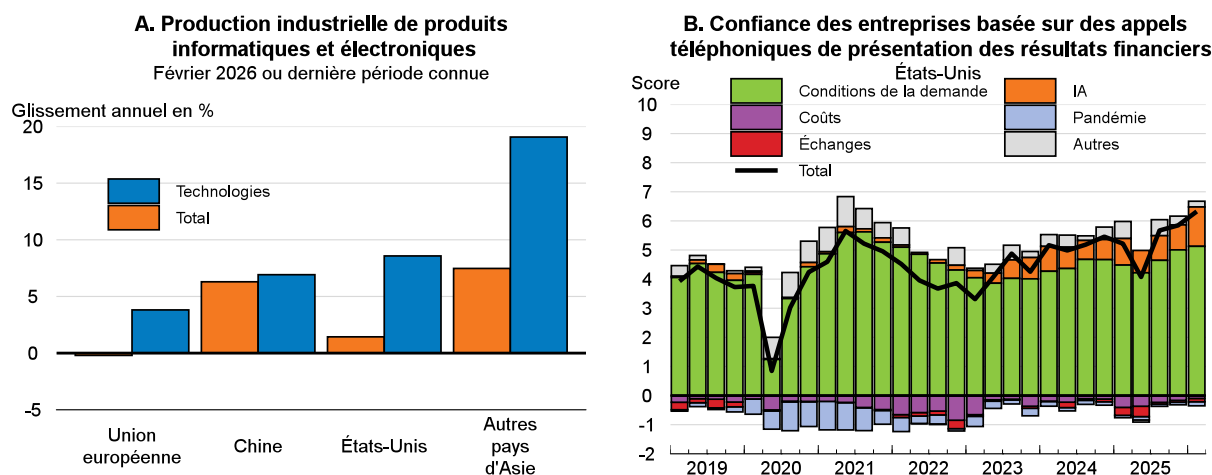
Graphique 1. La croissance mondiale se montrait résiliente avant le conflit



Note : Dans la partie A, la croissance annuelle correspond à la variation en glissement annuel pour le trimestre indiqué. La croissance trimestrielle en r.a. désigne la croissance en glissement trimestriel en rythme annualisé. Les agrégats mondiaux sont des mesures pondérées calculées à PPA. Dans la partie B, les données vont jusqu'à février.

Source : Base de données des Perspectives économiques intermédiaires de l'OCDE, n° 119 ; S&P Global ; et calculs de l'OCDE.

Graphique 2. La production liée aux technologies est en plein essor, car les entreprises se montrent plus optimistes concernant l'intelligence artificielle



Note : La partie A du graphique repose sur des données corrigées des variations saisonnières et exprimées en termes réels. Le dernier mois disponible est février 2026 pour les États-Unis et la Chine et janvier 2026 pour l'Union européenne et les autres pays d'Asie. L'agrégat « Autres pays d'Asie » correspond à la moyenne pondérée de la production industrielle de la Corée, du Japon, de Singapour et du Taipei chinois. Les secteurs de haute technologie retenus sont les suivants : fabrication d'ordinateurs et de produits électroniques pour l'Asie ; fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques et d'équipements électriques pour l'Union européenne (catégorie 26 de la Nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne [NACE] Rév. 2) ; fabrication de matériel informatique et périphérique, de matériel de communication ainsi que de semi-conducteurs et d'autres composants électroniques pour les États-Unis (catégories 3341, 3342 et 3344 du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord [SCIAN]) ; et fabrication d'ordinateurs, de matériel de communication et d'autres équipements électroniques pour la Chine. La partie B repose sur l'analyse textuelle des transcriptions des conférences téléphoniques de présentation des résultats financiers des 100 plus grandes entreprises cotées en bourse aux États-Unis, et sur un prompt soumis à Chatgpt lui demandant de lire chacune des transcriptions et de noter la confiance des entreprises. Les chiffres totaux pour chaque période correspondent à une moyenne simple des scores de l'ensemble des entreprises de l'échantillon. Les composantes de la confiance des entreprises sont les déterminants dérivés de la confiance durant chaque période, établis à partir de l'analyse textuelle des transcriptions des conférences téléphoniques de présentation des résultats financiers.

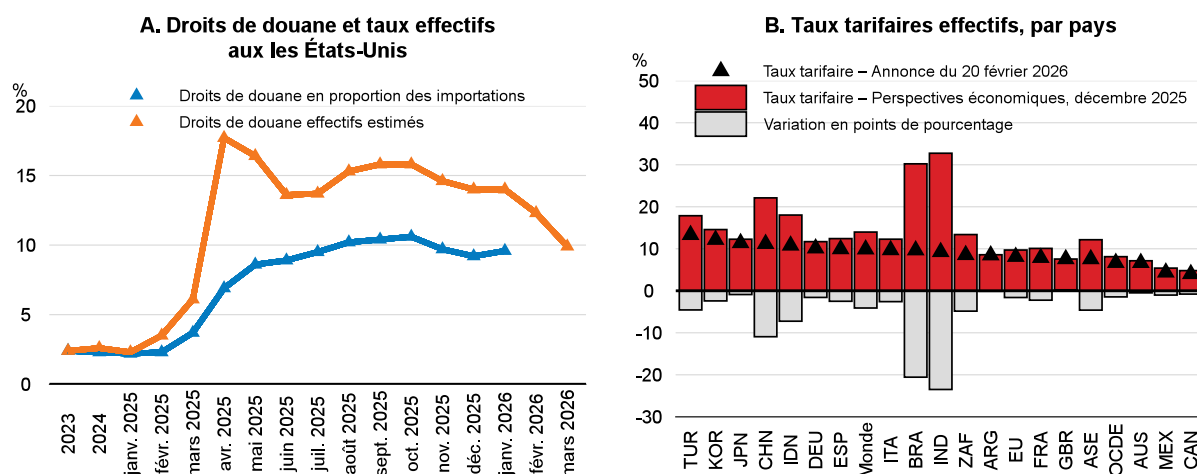
Source : Base de données des Principaux indicateurs économiques de l'OCDE ; Eurostat ; ministère des Affaires économiques du Taipei chinois ; Bureau national des statistiques de la Chine ; Office statistique de la Corée ; Département des statistiques de Singapour ; ministère de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie du Japon ; Réserve fédérale des États-Unis ; LSEG ; Chatgpt et calculs de l'OCDE.

3. Les échanges mondiaux de marchandises ont eux aussi continué de progresser à un rythme soutenu pendant le deuxième semestre de 2025. Les exportations liées aux technologies provenant des économies d'Asie ont fortement augmenté, parallèlement aux importants investissements dans les technologies effectués par leurs partenaires commerciaux. Les indicateurs à haute fréquence laissent penser que les échanges mondiaux de marchandises sont restés robustes début 2026, les mesures tirées de l'enquête auprès des directeurs d'achat (PMI) sur les commandes mondiales à l'exportation dans le secteur manufacturier en février 2026 ayant atteint leur plus haut niveau depuis novembre 2021, l'amélioration concernant à la fois les économies avancées et les économies de marché émergentes.

4. Les modifications des droits de douane bilatéraux imposés par les États-Unis depuis la mi-novembre ont ramené le taux effectif des droits de douane (calculé ex ante) sur leurs importations de marchandises à un niveau estimé à 9.9 % contre 14 % dans les estimations figurant dans l'édition de décembre 2025 des Perspectives économiques de l'OCDE (graphique 3, partie A). Globalement, ces baisses devraient permettre d'atténuer l'effet de freinage de la croissance mondiale induit par le relèvement des droits de douane, mais de nouvelles modifications pourraient aussi prolonger l'incertitude liée à la politique commerciale. Après que la Cour suprême des États-Unis a jugé que l'*International Emergency Economic Powers Act* (IEEPA) n'autorisait pas l'imposition de droits de douane, les États-Unis ont appliqué de nouveaux droits de douane de 10 points de pourcentage à tous les pays. Toutes les

marchandises importées sont visées, à l'exception des produits faisant l'objet de droits sectoriels distincts ou des produits expressément exemptés, y compris de nombreux produits pharmaceutiques et produits liés aux semi-conducteurs. Les importations de marchandises conformes à l'ACEUM en provenance du Canada et du Mexique (entre 80 et 90 % des importations de marchandises en provenance de ces pays) sont également exemptées. Le changement des droits de douane effectifs appliqués par les États-Unis varie beaucoup d'une économie à l'autre, avec des réductions importantes pour plusieurs économies de marché émergentes, dont le Brésil, la Chine, l'Inde et l'Indonésie (graphique 3, partie B). Les nouveaux droits de douane forfaitaires peuvent rester en place pendant 150 jours (jusqu'à fin juillet), après quoi le Congrès devra approuver leur prolongation. Les projections effectuées dans ces Perspectives économiques intermédiaires reposent sur l'hypothèse technique selon laquelle le taux effectif des droits de douane appliqués par les États-Unis sera maintenu à son niveau actuel en 2026 et 2027.

Graphique 3. Les taux estimés des droits de douane ont diminué, notamment pour plusieurs grandes économies de marché émergentes



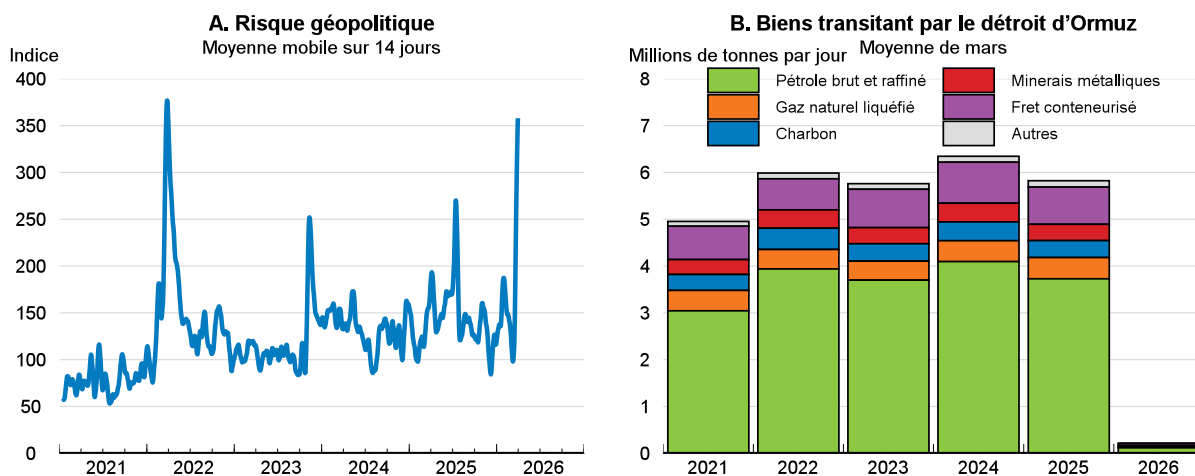
Note : Dans la partie A du graphique, les taux de droits de douane effectifs mensuels moyens estimés sont calculés sur la base des taux applicables aux produits et aux pays considérés au moment où ils sont entrés en vigueur, et pondérés en fonction des parts spécifiques à chaque pays des produits importés par les États-Unis en 2024. Depuis le 20 février, les droits de douane mis en place via l'*International Emergency Economic Powers Act* (IEEPA) ont été supprimés et remplacés par un droit de douane de 10 % applicable à toutes les importations de biens à destination des États-Unis, à l'exception des biens soumis à des droits tarifaires sectoriels et des produits exonérés. Les données relatives aux années antérieures à 2025 correspondent aux taux de droits de douane effectifs moyens tirés du système WITS (*World Integrated Trade Solutions*), corrigés des mesures prises au titre de l'article 301 de la loi sur le commerce contre la Chine entre 2018 et 2024. Les recettes douanières sont estimées en proportion de la valeur CAF (coût, assurance, fret) des importations à partir des données mensuelles du Bureau du recensement (*Census Bureau*) des États-Unis. Les données relatives aux années antérieures à 2025 sont tirées de USITC (2025), « U.S. imports for consumption, duties collected, and ratio of duties to value, 1891-2024 ». Dans la partie B, les taux tarifaires estimés sont calculés sur la base des taux applicables aux produits et aux pays considérés au moment où ils sont entrés en vigueur, et pondérés en fonction des parts spécifiques à chaque pays des produits importés par les États-Unis en 2024. L'acronyme « ASE » désigne l'Asie du Sud-Est. Dans les deux parties du graphiques, des pondérations actualisées ont été utilisées pour les importations en provenance du Canada et du Mexique conformes aux règles de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM).

Source : Bureau du recensement des États-Unis (*US Census Bureau*) ; Maison Blanche ; Registre fédéral des États-Unis (*US Federal Register*) ; et calculs de l'OCDE.

Le conflit au Moyen-Orient met aujourd'hui à l'épreuve la résilience de l'économie mondiale

5. La résilience de l'économie mondiale est aujourd'hui mise à l'épreuve par l'escalade du conflit au Moyen-Orient. L'ampleur et la durée du conflit demeurent très incertaines, mais les indicateurs du risque géopolitique sont montés en flèche (graphique 4, partie A) et les conséquences sur les marchés de l'énergie ont été importantes. Depuis la fin du mois février, la fermeture d'importantes infrastructures énergétiques et la quasi-mise à l'arrêt du trafic maritime dans le détroit d'Ormuz a perturbé les flux mondiaux de pétrole brut, de produits pétroliers et de gaz naturel liquéfié (GNL) (graphique 4, partie B). Les exportations de pétrole et de produits pétroliers via le détroit d'Ormuz représentaient environ 20 % de la production mondiale en 2025 et 25 % du commerce mondial de pétrole par voie maritime, selon l'Agence internationale de l'énergie, et les possibilités de transport par d'autres voies et de conservation dans des installations de stockage locales dans l'attente d'une expédition différée sont limitées. S'agissant du GNL, environ 93 % des exportations du Qatar et 96 % de celles des Émirats arabes unis transitaient par ce détroit, soit près d'un cinquième des échanges mondiaux de GNL, et il n'existe pas d'autres voies pour acheminer ces volumes vers les marchés. De nombreux pays d'Asie fortement tributaires des importations d'énergie de la région sont les plus exposés à court terme (graphique 5, partie A). Cependant, les conséquences directes de la perturbation des approvisionnements risquent de se propager rapidement, compte tenu de la dimension mondiale des marchés de l'énergie.

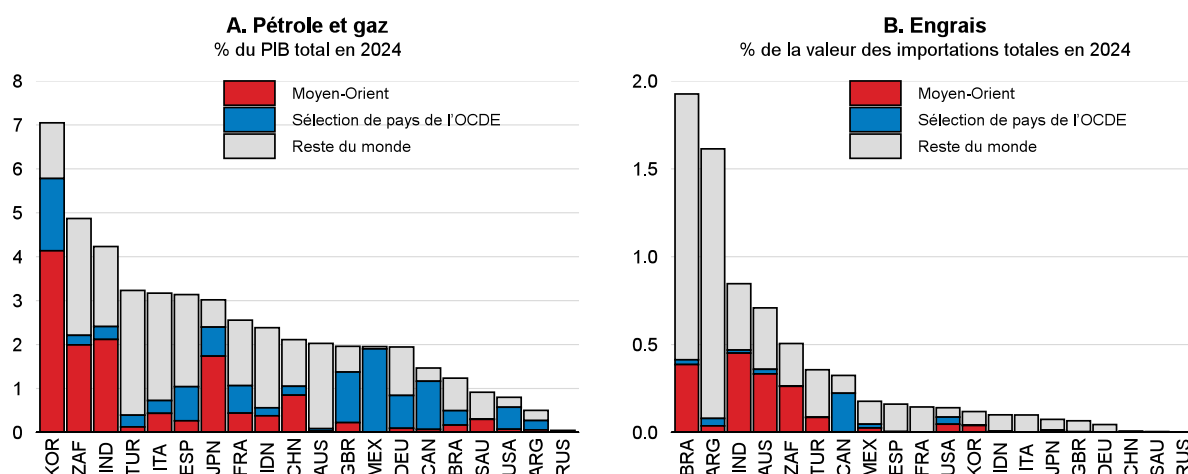
Graphique 4. Le risque géopolitique a considérablement augmenté, le conflit provoquant des perturbations importantes sur les marchés de l'énergie



Note : Dans la partie A du graphique, la valeur observée pour mars correspond à la moyenne de l'indice quotidien jusqu'au 16 mars. Dans la partie B, on a estimé la ventilation des produits en établissant de manière approximative la composition des cargaisons de chaque navire. Pour ce faire, on a calculé la moyenne, pondérée en fonction des volumes, des cargaisons relevées aux postes où chaque navire a fait escale par le passé. La classification des produits est tirée de Pilgrim, Dorville et Mourougane (à paraître), et comprend une ventilation supplémentaire pour le GNL. Le charbon recouvre le charbon, le coke et le bitume, et les minerais métalliques regroupent les minerais métalliques et leurs concentrés. Les navires de pêche et les navires divers ne sont pas pris en compte dans le calcul. Les données correspondent à la moyenne quotidienne du mois de mars pour chaque année civile, après correction des variations saisonnières (effets du jour de la semaine et de la semaine de l'année). Les dernières données datent du 19 mars 2026.

Source : Caldara et Iacoviello (2022) ; Pilgrim, Dorville et Mourougane (à paraître), « Monitoring global trade by products using Big Data » ; et calculs de l'OCDE.

Graphique 5. De nombreux pays sont tributaires des exportations du Moyen-Orient

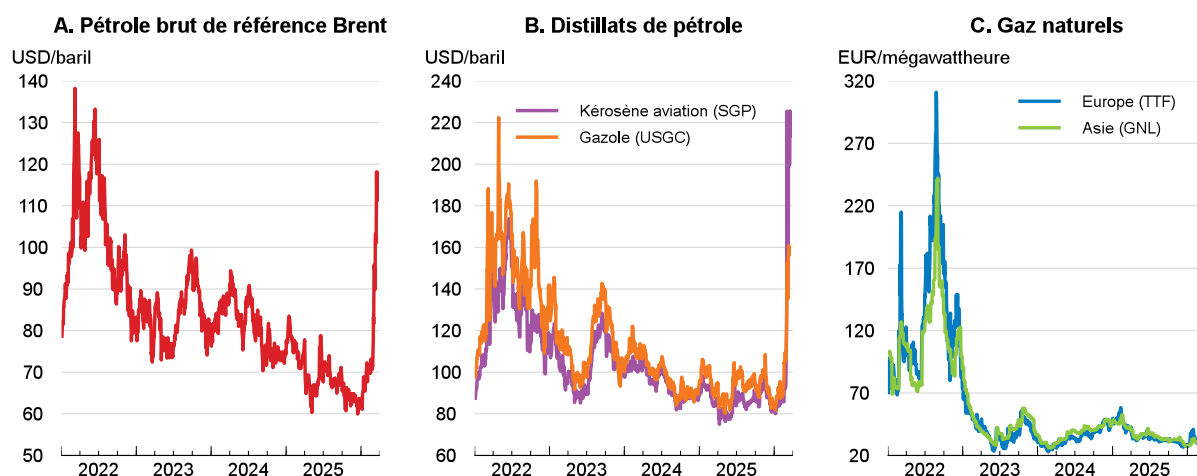


Note : Sur la base de la valeur nominale des importations de biens. Les bâtons rouges, bleus et gris représentent la proportion de produits pétroliers et gaziers provenant des pays du Moyen-Orient, de certains pays de l'OCDE et du reste du monde. Le Moyen-Orient recouvre l'Arabie saoudite, Bahreïn, les Émirats arabes unis, l'Iran, l'Iraq, le Koweït, Oman et le Qatar. La sélection de pays de l'OCDE comprend l'Australie, le Canada, la Colombie, les États-Unis, le Mexique et la Norvège. Le reste du monde regroupe tous les autres pays. La partie A indique la part du pétrole et du gaz dans les importations totales d'un pays. Le pétrole et le gaz correspondent à tous les produits relevant des codes SH2709 (pétrole brut), SH2710 (produits pétroliers raffinés) et SH2711 (gaz de pétrole dont gaz naturel). Les flux d'échanges par gazoduc ne sont pas pris en compte. La partie B montre la part de certains engrais dans les importations totales, à savoir tous les produits relevant des codes SH281410 (ammoniac, anhydre), SH310210 (urée), SH310530 (phosphate diammonique) et SH310540 (phosphate monoammonique). Source : OCDE, Statistiques équilibrées sur les échanges internationaux de marchandises (édition de novembre 2024) ; et calculs de l'OCDE.

6. Les autres producteurs ne disposant que de capacités inutilisées limitées à court terme, les perturbations de l'approvisionnement ont entraîné une forte hausse des prix de l'énergie, qui s'est accompagnée d'une grande volatilité des prix due à l'incertitude quant à la durée et aux répercussions actuelles du conflit (graphique 6). Les prix du pétrole brut, qui avaient déjà commencé à grimper avant le conflit qui sévit actuellement, ont augmenté de plus de 50 % entre le début de ce conflit et le 20 mars. Les prix du gaz se sont inscrits en forte hausse en Europe et en Asie, et ceux des distillats de pétrole comme le carburacteur et le gazole sont montés en flèche. S'ils perdurent, ces chocs sur les prix vont alourdir sensiblement les coûts pour les entreprises et faire augmenter l'inflation mesurée par les prix à la consommation, ce qui aura des conséquences préjudiciables à la croissance. En cas de prolongement des perturbations, on pourrait aussi voir apparaître des pénuries d'énergie importantes qui freineraient encore la croissance. Des mesures visant à gérer le risque de pénuries liées au conflit ont déjà été mises en œuvre dans certains pays d'Asie, notamment des restrictions aux exportations d'énergie en Chine et un rationnement de l'énergie destinée aux entreprises en Inde.

7. Les effets sur les ménages et les entreprises varieront d'un pays à l'autre et au sein d'un même pays en fonction de l'intensité de la consommation des biens énergétiques concernés. La part de l'énergie dans le panier de consommation des ménages varie entre environ 12 % au Brésil et 6 % au Canada (graphique 7, partie A), même si le poids des combustibles fossiles concernés dans le mix énergétique de chaque pays jouera également un rôle déterminant. Les ménages situés dans la partie inférieure de la distribution des revenus seront particulièrement touchés, car leur consommation d'énergie est plus élevée que celle des ménages situés dans la partie supérieure de la distribution des revenus (graphique 7, partie B). De même, les effets sur les entreprises seront hétérogènes selon les secteurs, les transports, la pétrochimie et la métallurgie étant particulièrement touchés.

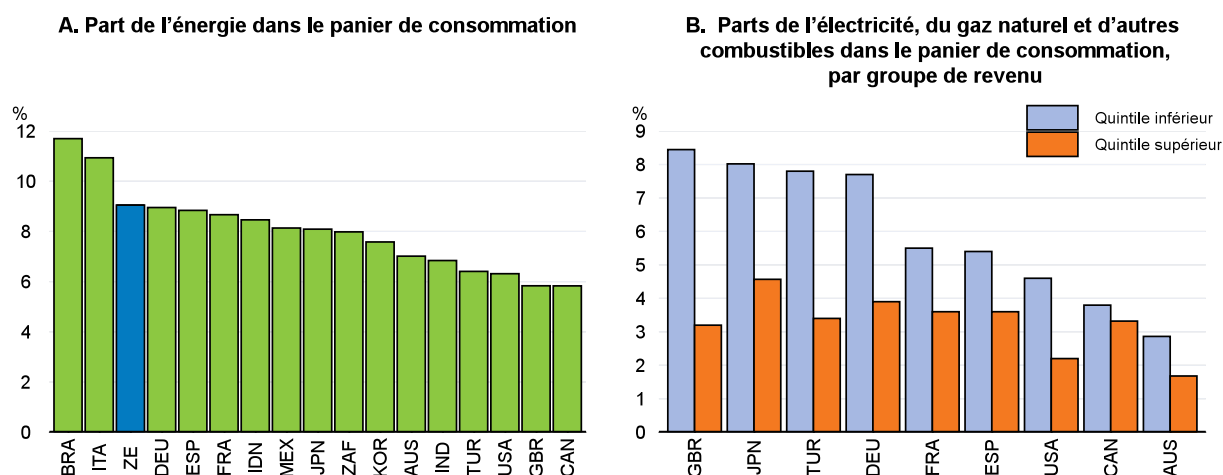
Graphique 6. Les prix de l'énergie ont flambé



Note : Les données présentées dans le graphique vont jusqu'au 20 mars 2026.

Source : LSEG ; et calculs de l'OCDE.

Graphique 7. La part de l'énergie dans le panier de consommation des ménages varie selon les pays



Note : Dernières données disponibles. Les données présentées dans la partie A reposent sur les pondérations utilisées dans les indices nationaux des prix à la consommation (indice des prix à la consommation harmonisé pour les pays de la zone euro) et comprennent généralement les carburants, ainsi que l'électricité, le gaz naturel et autres combustibles.

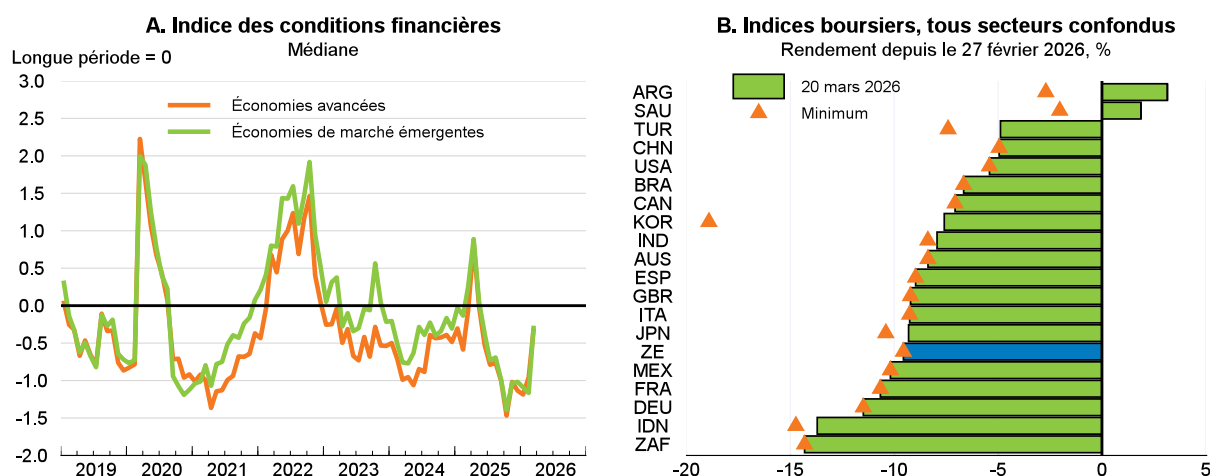
Source : Base de données de l'OCDE sur les prix à la consommation ; CEIC ; Eurostat ; Institut brésilien de géographie et de statistique (*Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística*) ; ministère indien des Statistiques et de la Mise en œuvre des programmes ; Office des statistiques nationales (*Office for National Statistics*) du Royaume-Uni ; Banque de réserve d'Australie ; Statistique Canada ; Bureau des statistiques du Japon ; Office statistique de la Corée ; Institut statistique de Türkiye ; Bureau de statistiques sur l'emploi (*Bureau of Labor Statistics*) des États-Unis ; et calculs de l'OCDE.

8. À l'heure actuelle, les niveaux des stocks varient selon les marchés de l'énergie. Les marchés du gaz naturel sont relativement tendus, les stocks saisonniers étant épuisés en Europe. À l'inverse, les stocks mondiaux de pétrole sont plus robustes, s'établissant à leur plus haut niveau depuis 2021, la majeure partie d'entre eux étant détenus en dehors des économies du Golfe. Les pays membres de l'Agence internationale de l'énergie ont convenu, le 11 mars, de mettre à disposition du marché 400 millions de barils de pétrole provenant de leurs réserves d'urgence afin d'atténuer les effets économiques préjudiciables des perturbations des approvisionnements. Ce volume équivaut à la quantité de pétrole et de produits pétroliers qui transitait généralement via le détroit d'Ormuz en 20 jours avant le conflit. Cette mesure est bienvenue, mais il faudra probablement un certain temps avant que toutes ces ressources supplémentaires soient disponibles et que les pénuries de produits raffinés soient réduites.

9. Le conflit fait également peser des risques plus larges sur les chaînes d'approvisionnement mondiales. Les engrais sont particulièrement concernés, sachant que les États du golfe Persique représentaient 34 % des exportations mondiales d'urée et environ 20 % des exportations de phosphate diammonique et d'ammoniac anhydre en 2024. Le GNL est un intrant important des engrais azotés, et environ la moitié des exportations mondiales de soufre – élément utilisé dans la fabrication d'engrais et d'autres produits industriels – proviennent des États du Golfe. Les prix des engrais ont fortement augmenté, ceux de l'urée ayant grimpé de plus de 40 % depuis la mi-février. Si cette tendance à la hausse se poursuit, elle aura des répercussions défavorables sur les rendements des cultures et les prix mondiaux des produits alimentaires en 2027. Le Brésil, l'Inde, l'Australie et l'Afrique du Sud se procurent une part relativement importante des principaux intrants d'engrais au Moyen-Orient (graphique 5, partie B). Ensemble, l'Arabie saoudite, Bahreïn, les Émirats arabes unis, Oman et le Qatar constituent en outre une source importante de production d'aluminium, représentant 8 % de l'offre mondiale d'aluminium primaire. Le Moyen-Orient est également une source importante d'autres matières, produisant plus d'un tiers de l'offre mondiale d'hélium et plus des deux tiers de l'offre de brome, lesquels jouent un rôle essentiel dans les chaînes d'approvisionnement industrielles, notamment celles des semi-conducteurs et des puces mémoire. De manière plus générale, les pays riverains du golfe Persique sont une plaque tournante logistique pour de nombreux services. La réduction significative du transport aérien dans la région pourrait avoir des effets perceptibles sur les volumes et le coût des échanges, sachant que les compagnies aériennes basées dans les pays du golfe Persique représentent 15 % des marchés mondiaux du transport aérien de marchandises et de passagers. D'autres types d'échanges de services pourraient également être touchés si le conflit s'intensifie, les Émirats arabes unis étant un important exportateur de services touristiques et de services aux entreprises.

10. Avant l'escalade des hostilités au Moyen-Orient, les conditions financières étaient très accommodantes à la fois dans les économies avancées et les économies de marché émergentes, les cours des actions connaissaient une forte progression et les écarts de rendement obligataire étaient faibles (graphique 8, partie A). Le réajustement des prix observé depuis la fin du mois de février a largement atténué ces conditions favorables. La volatilité des marchés de capitaux s'est nettement accentuée et les cours des actions ont diminué dans tous les pays (graphique 8, partie B). Le prix de l'or, généralement considéré comme un actif refuge, a diminué, ce qui s'explique possiblement par les ventes réalisées par des investisseurs recourant à l'effet de levier et cherchant à mobiliser des liquidités pour absorber des pertes subies par ailleurs, ainsi que par un éventuel resserrement attendu de la politique monétaire dans certaines économies. Depuis la fin février, le dollar des États-Unis s'est apprécié par rapport à un panier de monnaies, ce qui a accentué les tensions à la hausse sur les prix en monnaie locale de l'énergie dans de nombreux pays ; les taux de change effectifs ont ainsi diminué en Corée ainsi que dans un certain nombre d'économies de marché émergentes, dont l'Afrique du Sud, le Mexique et la Thaïlande, tandis qu'en Inde, la faiblesse de la monnaie locale persiste. Les rendements des obligations souveraines à dix ans ont en outre augmenté dans les grandes économies avancées et économies de marché émergentes. C'est notamment le cas en Afrique du Sud, au Mexique et en Türkiye, mais aussi au Canada, en Espagne, en France, en Italie et au Royaume-Uni. Dans la zone euro, les écarts de rendement souverains par rapport aux obligations d'État allemandes ont augmenté.

Graphique 8. Les conditions financières se sont durcies mais restent légèrement accommodantes



Note : Dans la partie A du graphique, les indices des conditions financières (ICF) mensuels pour les économies avancées et les économies émergentes correspondent à la médiane des ICF normalisés de chaque pays. Les ICF par pays, qui sont normalisés autour d'une moyenne sur longue période, représentent la première composante principale d'une large série de données financières nationales et internationales (15 indicateurs nationaux et 12 indicateurs mondiaux), comprenant les actions, les taux d'intérêt, les indicateurs de volatilité, les écarts de rendement des obligations souveraines et les taux de change. Une valeur plus élevée (basse) de l'indice indique un durcissement (assouplissement) des conditions financières. Les valeurs les plus récentes correspondent au mois de mars 2026 et ont été estimées à partir des données disponibles jusqu'au 20 mars 2026.

Source : LSEG ; et calculs de l'OCDE.

L'inflation s'établissait à un niveau encore élevé dans certaines économies avant le conflit

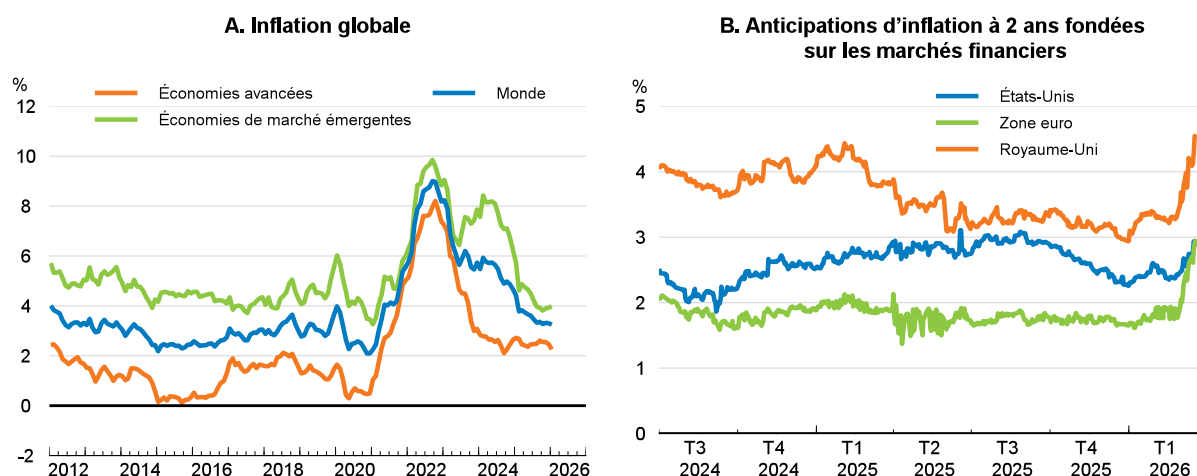
11. La récente hausse des prix mondiaux de l'énergie et les menaces sur les chaînes d'approvisionnement interviennent à un moment où l'inflation est supérieure au niveau retenu comme objectif dans certaines grandes économies et où les marchés du travail sont relativement tendus. Les indicateurs relatifs aux emplois vacants ont continué de s'inscrire en baisse dans plusieurs économies avancées, dont le Canada, les États-Unis et le Royaume-Uni, témoignant d'un affaiblissement de la demande de main-d'œuvre. Toutefois, les taux de chômage restent généralement bas par rapport aux niveaux observés dans le passé, et les salaires nominaux progressent à un rythme soutenu, malgré une modération. La croissance des coûts unitaires de main-d'œuvre dans l'économie médiane de l'OCDE a continué de fléchir, à la faveur d'un redressement des gains de productivité du travail dans de nombreuses économies. De même, dans plusieurs grandes économies de marché émergentes, comme l'Inde et l'Indonésie, la situation du marché du travail est globalement favorable, avec des taux de chômage relativement bas.

12. Avant le conflit, l'inflation globale se maintenait à des niveaux plutôt stables, à la fois dans les économies avancées et les économies de marché émergentes (graphique 9, partie A). Dans l'économie médiane de l'OCDE, cette stabilité tenait à une modération de la hausse des prix des biens, compensée par une légère progression de l'inflation dans le secteur des services, laquelle reste élevée. L'inflation n'a toutefois pas évolué de la même façon dans tous les pays. Son niveau restait supérieur aux objectifs retenus par les banques centrales dans quelques grandes économies, dont le Brésil, les États-Unis, le Mexique, le Royaume-Uni et la Türkiye. Avant l'escalade du conflit au Moyen-Orient, on observait en outre des signes de résurgence de l'inflation en Australie, ainsi qu'une remontée à partir de niveaux modérés en Afrique du Sud, en Inde, en Indonésie et en Italie. En Chine, l'inflation est également repartie à la hausse après plusieurs trimestres de recul des prix. À l'inverse, l'inflation était revenue à l'objectif et restait

globalement modérée dans l'ensemble de la zone euro, ainsi qu'en Corée et au Canada. D'après les données tirées de l'enquête mensuelle réalisée auprès des directeurs d'achat (PMI) en février, une proportion croissante d'entreprises ont augmenté leurs prix à la production, en particulier aux États-Unis et dans d'autres économies avancées, même si le niveau actuel reste bien inférieur à celui observé en 2022.

13. Les expériences passées ont montré que les chocs sur les prix des matières premières peuvent renforcer les anticipations d'inflation et exercer des tensions plus généralisées sur les prix. Ce risque est accentué par l'importance que revêtent les prix de l'énergie et des produits alimentaires dans les anticipations des consommateurs et par le fait que les prix relatifs de ces composantes du panier de consommation continuent de s'établir dans l'ensemble à un niveau élevé depuis la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine. Avant le conflit, les anticipations d'inflation à court terme des ménages restaient supérieures aux objectifs des banques centrales dans plusieurs économies avancées, dont la zone euro, les États-Unis et le Royaume-Uni. Les indicateurs des anticipations d'inflation à moyen terme fondés sur le marché ont augmenté en mars, en particulier dans la zone euro et au Royaume-Uni (graphique 9, partie B).

Graphique 9. L'inflation reste stable, mais les anticipations d'inflation ont récemment augmenté



Note : Les séries de données présentées dans la partie A sont des agrégats calculés avec des coefficients de pondération fondés sur les parités de pouvoir d'achat (PPA) et couvrant 36 économies avancées et 36 économies de marché émergentes. Dans la partie B, les anticipations d'inflation à deux ans fondées sur les marchés financiers sont mesurées à l'aide des taux des contrats d'échange indexés sur l'inflation à deux ans. Les valeurs les plus récentes datent du 20 mars 2026.

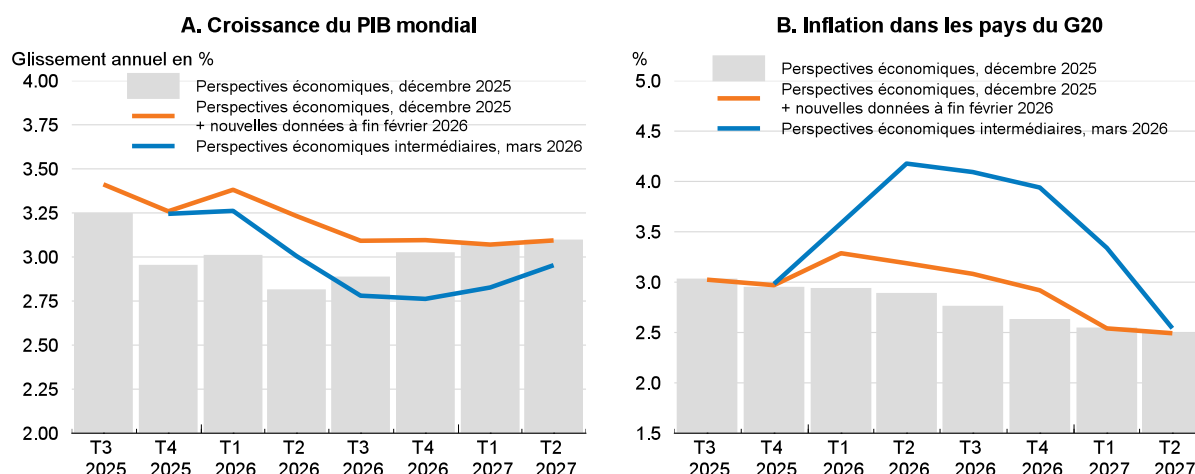
Source : Base de données de l'OCDE sur les prix à la consommation ; Eurostat ; Bureau d'analyse économique des États-Unis (*US Bureau of Economic Analysis*) ; sources nationales ; LSEG ; et calculs de l'OCDE.

Projections

14. Le PIB mondial devrait augmenter de 2.9 % en 2026 et de 3.0 % en 2027, ce qui reflète l'effet conjugué d'un ensemble de facteurs. La hausse des prix de l'énergie et la nature imprévisible de l'évolution du conflit au Moyen-Orient alimenteront l'inflation et pèseront sur la demande. Ces facteurs compenseront l'impulsion générée par le dynamisme continu des investissements et de la production liés aux technologies, les taux effectifs des droits de douane plus bas que prévu, des politiques budgétaires et monétaires globalement expansionnistes et des résultats meilleurs qu'escompté au dernier semestre de 2025 dans de nombreux pays.

15. Une version actualisée préliminaire des projections des Perspectives économiques de décembre 2025 établie sur la base des données révisées pour 2025 et d'informations mensuelles jusqu'à fin février 2026 suggérerait que la croissance du PIB mondial aurait pu être revue à la hausse d'environ 0.3 point de pourcentage en 2026 par rapport à l'édition de décembre 2025 des Perspectives économiques (graphique 10, partie A). Cette révision a été entièrement effacée par l'impact de l'escalade du conflit au Moyen-Orient. De même, en se fondant sur les données mensuelles jusqu'à fin février, l'inflation dans les pays du G20 n'aurait été que légèrement plus élevée en 2026 que prévu dans l'édition de décembre 2025 des Perspectives économiques (graphique 10, partie B). La prise en compte de l'impact du conflit a conduit à réviser l'inflation sensiblement à la hausse, puisque les projections d'inflation globale dans les pays du G20 ont été majorées de 1.2 point de pourcentage en 2026 et de 0.2 point de pourcentage en 2027 par rapport aux prévisions présentées dans les Perspectives économiques de décembre 2025.

Graphique 10. Le conflit au Moyen-Orient a nettement changé les perspectives de croissance et d'inflation



Note : Les chiffres correspondent aux projections de croissance du PIB mondial et d'inflation globale dans les pays du G20 figurant dans l'édition de décembre 2025 des Perspectives économiques de l'OCDE, dans la présente édition des Perspectives économiques intermédiaires de mars 2026 et dans une version actualisée préliminaire des projections des Perspectives économiques de décembre 2025 établie sur la base des données révisées pour 2025 et des informations mensuelles jusqu'à fin février 2026. La version actualisée préliminaire comporte une évaluation révisée pour le premier trimestre de 2026, la croissance et l'inflation en glissement trimestriel au cours des trimestres suivants étant conformes à celles prévues dans les Perspectives de décembre 2025.

Source : Base de données des Perspectives économiques intermédiaires de l'OCDE, n° 119 ; base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 118 ; et calculs de l'OCDE.

16. Les projections actuelles reposent sur l'hypothèse technique selon laquelle les prix de l'énergie évolueront conformément aux prix du pétrole et du gaz sur les marchés à terme le 20 mars. En 2026, les cours du pétrole Brent et les prix du gaz naturel sur le marché TTF sont supérieurs de respectivement 40 % et 60 % environ à l'hypothèse retenue dans les Perspectives économiques de l'OCDE de décembre 2025, mais l'écart se réduit progressivement à mesure que la hausse immédiate des cours s'estompe. Il s'ensuit que l'inflation globale sera plus élevée à court terme, mais les tensions inflationnistes supplémentaires seront limitées en 2027 à condition que les anticipations d'inflation demeurent bien ancrées. En outre, on suppose que les taux effectifs des droits de douane appliqués aux importations à destination des États-Unis resteront au niveau qui prévalait au début du mois de mars pendant le reste de l'année 2026 et en 2027.

17. L'impact de la hausse des prix de l'énergie se fera sentir différemment entre les pays selon leur statut d'importateur ou d'exportateur net d'énergie, et selon l'intensité énergétique globale de la production nationale. Le renchérissement des prix de l'énergie renforcera les termes de l'échange et la croissance des revenus dans les pays exportateurs nets d'énergie, l'inverse étant vrai pour les importateurs nets d'énergie, surtout ceux ayant des stocks énergétiques relativement bas. En 2026, les conséquences du choc lié à l'énergie se feront de plus en plus sentir, et on mise désormais sur une croissance sur l'ensemble de l'année plus faible que prévu.

18. Dans les économies avancées du G20, la croissance devrait fléchir à court terme, avant de se redresser progressivement en 2027. Aux États-Unis, la forte dynamique de croissance observée au premier trimestre de 2026 devrait être compensée par un ralentissement des dépenses de consommation, sous l'effet combiné du recul du pouvoir d'achat, du tassement de la population active et de l'épuisement de l'épargne des ménages. Par conséquent, la croissance annuelle du PIB devrait reculer de 2.0 % en 2026 à 1.7 % en 2027. Au Canada, la croissance devrait faiblir à 1.2 % en 2026, avant de remonter progressivement à 1.7 % en 2027, car le renforcement de la croissance de la consommation privée et de l'investissement public fera plus que compenser la faiblesse persistante de l'investissement des entreprises. Aux États-Unis comme au Canada, la hausse des prix de l'énergie pourrait favoriser une augmentation de la production intérieure d'énergie, malgré l'incertitude géopolitique et politique actuelle.

19. Dans la zone euro, la croissance devrait fléchir de 1.4 % en 2025 à 0.8 % en 2026, la hausse des prix de l'énergie pesant sur l'activité, avant de se redresser à 1.2 % en 2027. Alors que la politique budgétaire expansionniste en Allemagne soutiendra la croissance, surtout en 2027, une politique budgétaire plus restrictive constituera un obstacle en Italie et en France. De même, le resserrement budgétaire prévu et la hausse des prix de l'énergie devraient peser sur l'activité au Royaume-Uni, même si l'impact sera atténué par la baisse des taux directeurs l'année prochaine, et la croissance du PIB passera de 0.7 % en 2026 à 1.3 % en 2027. Au Japon, l'investissement des entreprises sera favorisé par le niveau élevé des bénéfices et des subventions publiques, tandis que de nouvelles mesures budgétaires viendront étayer la demande finale, surtout en 2026. Ces facteurs positifs seront compensés par la hausse du coût des importations d'énergie, et la croissance devrait légèrement faiblir, passant de 1.2 % en 2025 à 0.9 % en 2026 et en 2027.

20. Dans les économies de marché émergentes du G20, la croissance économique devrait légèrement baisser, en grande partie à cause du ralentissement de l'activité en Chine et en Inde. En Chine, on escompte que la croissance ralentira de 5.0 % en 2025 à 4.4 % en 2026 et 4.3 % en 2027, à mesure que les subventions publiques en faveur de la consommation prendront fin, que les prix des importations énergétiques augmenteront, que l'ajustement du secteur immobilier se poursuivra et que les mesures anti-involution freineront l'investissement des entreprises. Néanmoins, ces facteurs devraient être en partie compensés par une série de nouveaux projets d'infrastructure et par la réduction récente du taux effectif des droits de douane sur les importations vers les États-Unis. De même, la baisse des droits de douane devrait soutenir l'activité en Inde, même si le rationnement du gaz perturbera certaines activités de production, tandis que le soutien budgétaire devrait s'estomper, et la croissance faiblira, passant de 7.6 % durant l'exercice budgétaire 2025-2026 à 6.1 % en 2026-2027 et à 6.4 % en 2027-2028. En Indonésie, la croissance devrait rester globalement stable, les récentes mesures de relance budgétaire venant étayer la consommation privée. L'assouplissement de la politique monétaire devrait soutenir la croissance dans une certaine mesure dans plusieurs économies de marché émergentes du G20 en 2027 lorsque l'inflation se modérera, y compris en Afrique du Sud, au Brésil, au Mexique et en Türkiye.

21. Dans les pays du G20 considérés dans leur ensemble, l'inflation mesurée par les prix à la consommation sera beaucoup plus forte qu'escompté en 2026, principalement à cause de la hausse des prix mondiaux de l'énergie. Dans les pays du G20, l'inflation globale devrait se redresser et passer de 3.4 % en 2025 à 4.0 % en 2026, avant de se replier à 2.7 % en 2027. Dans les économies avancées du G20, l'inflation globale devrait augmenter de 2.5 % en 2025 à 3.5 % en 2026, avant de revenir à 1.9 % en 2027, tandis que l'inflation sous-jacente devrait se maintenir à 2.6 % en 2026 avant de ralentir à 2.3 %

en 2027. Aux États-Unis, l'impact de la hausse des prix de l'énergie sur l'inflation fera plus que compenser l'effet de la baisse des taux effectifs des droits de douane sur les importations, d'autant que les augmentations initiales des taux des droits de douane intervenues au premier semestre de 2025 n'ont été que partiellement répercutées sur les prix à la consommation. Par conséquent, les prévisions d'inflation globale pour les États-Unis en 2026 ont été révisées à la hausse de 1.2 point de pourcentage en 2026, et l'inflation devrait désormais passer de 2.6 % en 2025 à 4.2 % en 2026 avant de revenir à 1.6 % en 2027. Dans la zone euro et au Japon, l'augmentation des prix de l'énergie devrait aussi accroître les tensions sur les prix à court terme, mais on s'attend toujours à ce que l'inflation globale converge vers les objectifs des banques centrales en 2027.

22. Dans les économies de marché émergentes du G20, l'inflation globale devrait se redresser et passer de 4.1 % en 2025 à 4.4 % en 2026, avant de se replier à 3.3 % en 2027. En Inde, la récente remontée des prix mondiaux de l'énergie viendra s'ajouter à la dissipation de l'effet des chocs antérieurs liés aux prix des produits alimentaires et de l'énergie qui avait permis une baisse des prix, faisant passer l'inflation de 2.0 % durant l'exercice budgétaire 2025-2026 à 5.1 % en 2026-2027 et à 4.1 % en 2027-2028. En Chine, on mise sur un redémarrage de l'inflation, actuellement très faible, à mesure que la hausse des prix de l'énergie se fera sentir et que les capacités de production excédentaires s'amenuiseront. Aussi, l'inflation globale devrait passer de -0.1 % en 2025 à 1.3 % en 2026 et à 1.1 % en 2027. On s'attend à ce que la désinflation persiste en Argentine et en Türkiye, malgré les effets négatifs liés aux coûts de l'énergie et des engrais, tandis que l'inflation devrait également se modérer en 2027 dans plusieurs autres économies de marché émergentes, dont l'Afrique du Sud, le Brésil, l'Indonésie et le Mexique.

Risques et enjeux

23. L'évolution du conflit au Moyen-Orient est très incertaine et fait peser des risques considérables sur les projections de référence. À en juger par les anticipations de recul des prix de l'énergie sur les marchés à terme, qui sont utilisées pour ces projections, les perturbations actuelles devraient s'atténuer progressivement et être limitées en 2027. Une fermeture prolongée des installations de production de pétrole et de gaz dans la région, accompagnée de dégâts sur des infrastructures critiques, ou des perturbations persistantes des exportations via le détroit d'Ormuz auraient probablement des conséquences négatives plus importantes que ce qui est actuellement anticipé par les marchés mondiaux. Les perturbations potentielles des approvisionnements pourraient être exacerbées par le niveau actuel relativement bas des réserves européennes de gaz, et par les difficultés à exporter la grande majorité des capacités mondiales de production de pétrole brut inutilisées, principalement située en Arabie saoudite. Outre une nouvelle flambée des cours, des pénuries d'énergie pourraient peser sur les activités de production de certaines économies, en particulier des importateurs nets d'énergie. Les importations nettes d'énergie représentent généralement plus de 80 % de la consommation intérieure d'énergie dans certains pays d'Asie qui sont également fortement tributaires du Moyen-Orient pour leurs importations d'énergie, notamment au Japon et en Corée.

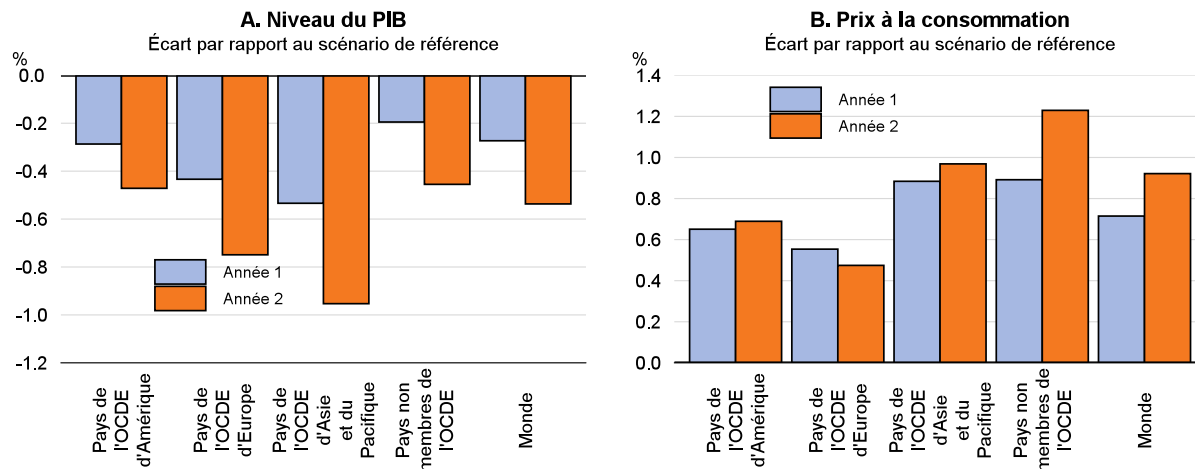
24. De nouvelles perturbations des échanges dans le golfe Persique pourraient aussi avoir des effets négatifs sur un plus large éventail de produits dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. Ainsi, les contraintes persistantes qui limitent les approvisionnements en engrais pourraient accroître les prix mondiaux des produits alimentaires, ce qui pourrait avoir des répercussions potentiellement importantes pour les finances des ménages et les anticipations d'inflation. En outre, une réduction de l'offre de soufre, d'hélium ou d'aluminium pourrait entraver la production de divers secteurs. À l'inverse, une désescalade des hostilités plus rapide que prévu pourrait se traduire par un repli brutal des prix au comptant des matières premières, limitant l'effet de freinage induit sur la croissance mondiale et entraînant des baisses rapides de l'inflation globale.

25. Des scénarios illustratifs fondés sur le modèle économétrique mondial de l'Institut national de recherche économique et sociale du Royaume-Uni (NiGEM) mettent en évidence la sensibilité potentielle de la croissance et de l'inflation à deux des nombreuses trajectoires d'évolution envisageables pour les prix de l'énergie au cours de l'année prochaine.

- Un scénario défavorable permet d'analyser l'effet qu'aurait une forte hausse inattendue des prix de l'énergie par rapport au niveau retenu comme hypothèse dans les projections de référence, les prix du pétrole s'établissant en moyenne à 135 USD le baril au deuxième trimestre de 2026 et les prix du gaz naturel sur le marché néerlandais (TTF, *Title Transfer Facility*) à 77 EUR/MWh. Il est supposé qu'ils diminuent ensuite, mais demeurent nettement au-dessus de la trajectoire de référence des prix. Par rapport aux projections de référence, les prix du pétrole et du gaz sont supérieurs de 26 % et 17 % en moyenne la première année du choc, et de 15 % environ la deuxième année. On pose également l'hypothèse que les conditions financières mondiales se durcissent dans ce scénario, en raison d'une réévaluation des risques consécutive au choc, ce qui se traduit par une augmentation des primes de risque sur les investissements qui accentue les mouvements de baisse des cours des actions mis en évidence par modélisation. Ce dernier choc affaiblit la demande du secteur privé, ce qui atténue dans une certaine mesure les tensions exercées sur les prix par le renchérissement de l'énergie.
- Dans un autre scénario, favorable, les répercussions d'une fin plus rapide que prévu du conflit actuel au Moyen-Orient sont examinées, avec un retour des prix de l'énergie vers leurs niveaux d'avant le conflit en quelques mois. Cela implique que les prix du pétrole et du gaz sont inférieurs de 20 % environ à leur niveau dans le scénario de référence en moyenne la première année du choc.
- Les prix mondiaux des engrais sont supposés évoluer conformément aux chocs sur les prix du gaz simulés dans chacun des deux scénarios.

26. Dans le scénario défavorable, la production mondiale diminue de 0.5 % environ d'ici la deuxième année suivant le choc (graphique 11, partie A), le fléchissement des revenus réels et le durcissement des conditions financières pesant sur les dépenses de consommation et l'investissement. De nombreuses économies de la région Asie-Pacifique sont particulièrement affectées, ce qui reflète l'importance des importations d'énergie pour nombre d'entre elles. Les économies avancées sont également assez durement touchées par le choc financier, en partie en raison de leur plus grande sensibilité aux conditions financières. Les effets induits sur la production sont relativement limités dans les économies non membres de l'OCDE, mais cela résulte de la conjonction de phénomènes contrastés, dans la mesure où la production des économies importatrices d'énergie est sensiblement affectée, tandis qu'une amélioration des termes de l'échange renforce la production dans de nombreuses économies exportatrices d'énergie. À l'échelle mondiale, le niveau des prix à la consommation augmente de 0.9 % environ d'ici la deuxième année suivant le choc (graphique 11, partie B), les effets les plus sensibles étant observés dans les économies de marché émergentes et en développement. Cela reflète l'intensité énergétique plus élevée de ces pays ainsi que leur sensibilité plus forte à la hausse des prix des produits alimentaires, liée à la répercussion du renchérissement du coût des engrais. À court terme, les autorités monétaires procèdent initialement à des hausses des taux d'intérêt directeurs comprises dans une fourchette de 25 à 50 points de base dans de nombreuses économies, afin de garantir que les anticipations d'inflation restent ancrées, sachant que les anticipations d'inflation à court terme du secteur privé sont relativement sensibles aux variations des cours du pétrole, toutefois ces hausses de taux sont de courte durée, compte tenu de l'intensification des effets à la baisse exercés sur la production. Il est supposé que les gouvernements laissent jouer les stabilisateurs budgétaires automatiques pour amortir l'impact du choc, mais qu'ils n'adoptent par ailleurs aucune mesure discrétionnaire d'aide budgétaire en faveur des ménages pour compenser l'augmentation des coûts énergétiques. Un tel soutien contribuerait à soutenir les revenus réels des ménages, mais alourdirait encore davantage la charge de la dette déjà croissante dans de nombreux pays. Ce scénario n'intègre pas d'éventuelles réductions forcées de la consommation d'énergie par les entreprises en raison de graves pénuries d'énergie. Si de telles pénuries survenaient, les effets négatifs induits sur la croissance seraient plus importants à court terme.

Graphique 11. De nouvelles hausses marquées des prix de l'énergie se répercuteraient sur les perspectives de croissance et d'inflation



Note : Voir le corps du texte pour avoir des précisions sur les chocs appliqués. Les deux parties du graphique montrent l'effet induit sur le niveau du PIB réel, d'une part, et sur les prix à la consommation, d'autre part.

Source : Calculs de l'OCDE fondés sur le modèle économétrique mondial de l'Institut national de recherche économique et sociale du Royaume-Uni (NiGEM, *National Institute's Global Econometric Model*).

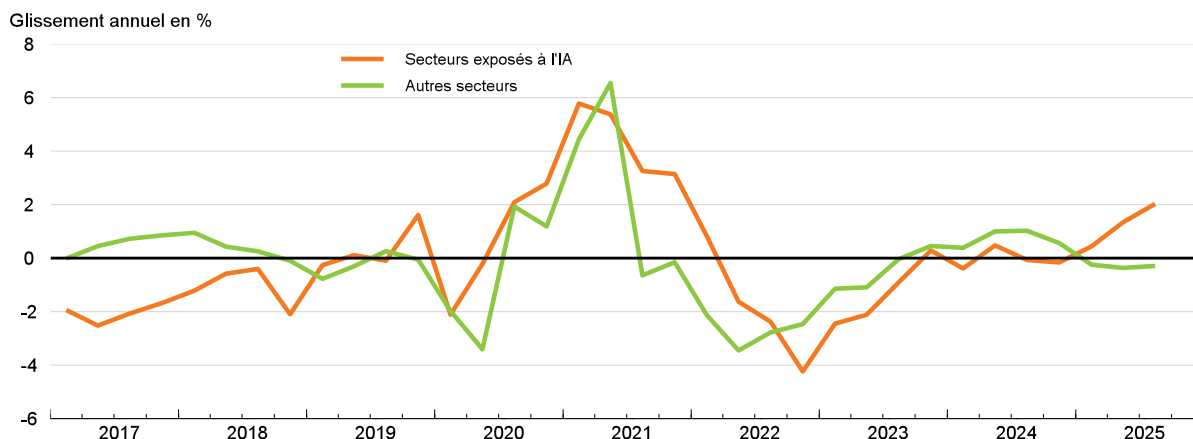
27. Dans le scénario favorable, la production mondiale augmente de 0.3 % environ la deuxième année, les prix plus bas améliorant les revenus réels et les conditions financières, en particulier dans les économies importatrices d'énergie. On pose également l'hypothèse que les taux d'intérêt directs sont réduits de 25 points de base environ dans de nombreuses économies du fait de l'atténuation des tensions inflationnistes. Les prix à la consommation diminuent par rapport au scénario de référence, leur niveau mondial étant inférieur de 0.7 % environ à la fin de la deuxième année suivant le choc.

28. Des perturbations prolongées des approvisionnements énergétiques et de la croissance, ou un rendement plus faible que prévu des investissements nets dans l'intelligence artificielle (IA), ou une augmentation des pertes sur les marchés de capitaux privés sont autant de facteurs qui pourraient provoquer une réévaluation des risques plus généralisée sur les marchés financiers, qui aurait des conséquences négatives sur la demande privée. Une réévaluation des anticipations de croissance des bénéfices des entreprises d'IA sur des marchés d'actions où les cours sont très élevés pourrait se diffuser des valeurs technologiques à des indices de référence plus larges. Aux États-Unis, les entreprises d'IA ont représenté ces dernières années une part croissante des émissions d'actions et d'obligations de société, compte tenu de la diminution de leur volant de trésorerie. En outre, ces entreprises, et celles de secteurs connexes, lèvent de plus en plus des fonds sur les marchés du crédit privé et du capital-investissement, qui sont moins transparents. Il pourrait en résulter une forte corrélation des risques de défaillance entre de multiples produits de crédit. Les récentes demandes de rachat de parts et sorties nettes de capitaux de plusieurs grands fonds de crédit privé laissent également entrevoir d'éventuelles tensions sur la liquidité, qui pourraient se transmettre aux banques par le biais de l'utilisation accrue de lignes de crédit et soulever des problèmes de stabilité financière. Une réévaluation à la baisse du rendement escompté des investissements dans l'IA pourrait également amener les entreprises à réduire nettement l'ampleur considérable des investissements prévus en matière de centres de données, de logiciels et d'autres actifs liés à l'IA, ce qui affaiblirait la croissance.

29. À l'inverse, les entreprises pourraient faire preuve d'une plus grande capacité d'adaptation qu'on ne l'anticipe face au choc géopolitique actuel. Les entreprises se sont avérées remarquablement résilientes face aux récentes évolutions défavorables telles que l'augmentation des obstacles aux échanges, la hausse de l'inflation et l'aggravation des pénuries de main-d'œuvre, et elles pourraient être à même d'adapter leurs activités et leurs chaînes d'approvisionnement pour amortir l'impact du conflit plus efficacement qu'on ne le suppose. En outre, l'optimisme relatif aux avantages économiques procurés par les technologies d'intelligence artificielle pourrait se traduire par une augmentation des investissements connexes dans davantage de pays. La croissance des dépenses d'investissement liées à l'IA a été en grande partie imputable aux États-Unis jusqu'ici, mais d'autres grandes économies pourraient de plus en plus bénéficier de ces dépenses et accroître également plus rapidement leurs propres investissements liés à l'IA. L'effet induit sur l'expansion économique pourrait être amplifié si ces dépenses se traduisaient par une amélioration durable de la croissance de la productivité globale. L'ampleur des gains de productivité liés à l'adoption de l'IA et le moment où ils seront réalisés sont très incertains, mais ces gains pourraient devenir plus visibles qu'on ne l'anticipe actuellement au cours des deux prochaines années. On relève déjà aux États-Unis des signes d'accélération de la croissance de la productivité du travail dans les secteurs où les technologies d'IA ont été les plus adoptées, comme la finance et les services professionnels (graphique 12).

Graphique 12. La croissance de la productivité aux États-Unis a été récemment plus rapide dans les secteurs caractérisés par une forte adoption de l'IA

Croissance médiane pondérée de la productivité du travail par catégorie de secteurs, écart par rapport à la tendance, États-Unis



Note : On calcule la productivité du travail en rapportant la valeur ajoutée brute réelle au nombre d'actifs occupés par secteur du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). Les 5 premiers secteurs en termes d'adoption de l'intelligence artificielle (IA) ont été identifiés à l'aide de l'indicateur de suivi de l'adoption de l'IA générative (*Generative AI Adoption Tracker*) publié sur le site www.genaiadoptiontracker.com, et ce classement concorde avec celui qui ressort des mesures d'exposition sectorielle à l'IA décrites par Eloundou et al. (2024). Plus précisément, les secteurs exposés à l'IA sont les suivants : « Industrie de l'information », « Finance et assurances », « Services immobiliers et services de location à bail », « Services professionnels, scientifiques et techniques » et « Gestion de sociétés et d'entreprises » ; la catégorie des autres secteurs recouvre le reste de l'économie. Le taux de croissance est épuré de la tendance à l'aide de la moyenne de la période 2017-25 spécifique à chaque catégorie. Les coefficients de pondération appliqués aux différents secteurs se fondent sur leur nombre d'actifs occupés.

Source : Bureau d'analyse économique (BEA, *Bureau of Economic Analysis*) des États-Unis ; Bureau de statistiques sur l'emploi (BLS, *Bureau of Labor Statistics*) des États-Unis ; et calculs de l'OCDE.

Impératifs de l'action publique

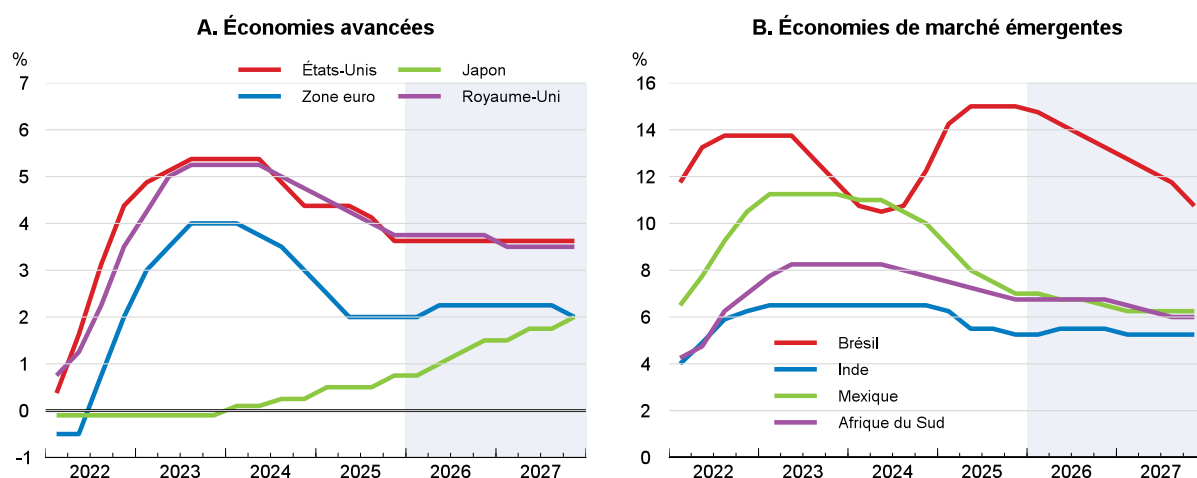
Les autorités monétaires devraient rester vigilantes

30. L'évolution des taux directeurs est de plus en plus contrastée d'un pays à l'autre. Ils demeurent à des niveaux restrictifs, ou proches de ceux-ci, aux États-Unis, au Royaume-Uni, au Brésil, au Mexique, en Afrique du Sud et en Türkiye, et ont été récemment relevés en Australie, les tensions inflationnistes s'étant avérées plus fortes que prévu, ainsi qu'au Japon. En revanche, les taux directeurs sont restés inchangés dans la zone euro, au Canada et en Corée, l'inflation étant proche de l'objectif visé et les taux directeurs de leur niveau neutre. Les taux directeurs s'établissent également à des niveaux modérés dans de nombreuses autres économies de marché émergentes, notamment en Inde et en Indonésie, les décisions de politique monétaire restant soigneusement pesées pour réduire au minimum les risques de volatilité de la monnaie et assurer que les anticipations d'inflation restent bien ancrées.

31. Les banques centrales doivent rester vigilantes et attentives à l'évolution de l'équilibre des risques entourant les évolutions économiques et financières, afin de garantir que les tensions inflationnistes sous-jacentes soient durablement jugulées. Il est possible de faire abstraction de l'augmentation actuelle des prix mondiaux de l'énergie liée à l'offre, sous réserve que les anticipations d'inflation restent bien ancrées, mais un ajustement de la politique monétaire pourrait être nécessaire si l'on observe des signes de généralisation des tensions sur les prix ou de dégradation de la situation du marché du travail. Les variations de l'aversion pour le risque observées à l'échelle mondiale du fait de l'évolution du conflit au Moyen-Orient et les fluctuations connexes des taux de change pourraient aussi influencer sur les décisions des autorités monétaires dans les économies de marché émergentes. Il sera peut-être nécessaire de calibrer avec soin la politique monétaire pour atteindre un juste équilibre entre les risques de persistance de l'inflation et de freinage sensible de la croissance.

32. Aux États-Unis, les taux directeurs devraient rester inchangés au cours du reste de l'année 2026 et en 2027, étant donné que l'inflation globale devrait augmenter à court terme, que l'inflation sous-jacente devrait demeurer supérieure à l'objectif jusqu'à la fin de 2027, et que la croissance du PIB devrait être vigoureuse (graphique 13). Le taux directeur devrait aussi rester inchangé au Royaume-Uni en 2026, avant de diminuer au premier trimestre de 2027, tandis que l'inflation commencera à se modérer. Dans la zone euro, une hausse modeste des taux directeurs est attendue au deuxième trimestre de cette année, afin de garantir que les anticipations d'inflation restent bien ancrées malgré le renchérissement du coût de l'énergie, les taux demeurant ensuite inchangés jusqu'à ce que l'inflation revienne vers l'objectif en 2027. Le taux directeur devrait aussi augmenter en Australie au deuxième trimestre de 2026, avant d'être abaissé graduellement tout au long de 2027 à mesure que l'inflation se modère. Au Japon, les taux directeurs devraient être relevés progressivement, tandis que se poursuivra la réduction de l'orientation accommodante de la politique monétaire. Dans les économies de marché émergentes, la banque centrale indienne devrait relever temporairement ses taux directeurs au deuxième trimestre de 2026 pour contribuer à compenser l'accentuation des tensions inflationnistes. Les taux directeurs devraient en revanche baisser au Brésil, au Mexique, en Afrique du Sud et en Türkiye, une fois que les tensions inflationnistes s'atténueront. En Chine, l'orientation de la politique monétaire devrait rester accommodante.

Graphique 13. Les trajectoires des taux directeurs divergent selon les pays



Note : Taux d'intérêt directeurs utilisés dans les projections de référence. La partie A montre le point médian de la fourchette retenue comme objectif pour le taux des fonds fédéraux aux États-Unis, et le taux de la facilité de dépôt pour la zone euro.

Source : Base de données des *Perspectives économiques intermédiaires de l'OCDE*, n° 119.

Les mesures budgétaires prises pour amortir l'impact des coûts de l'énergie accentuent les tensions sur les finances publiques

33. Un certain nombre de gouvernements ont déjà annoncé des mesures d'aide d'urgence en faveur des ménages et des entreprises afin d'atténuer la nouvelle hausse des coûts de l'énergie, en particulier dans les pays confrontés à un risque de pénuries d'approvisionnement. Toute nouvelle mesure discrétionnaire devrait être bien ciblée sur les ménages qui en ont le plus besoin et les entreprises viables, préserver les incitations à réduire la consommation d'énergie et prévoir des mécanismes d'expiration clairs. Les stabilisateurs budgétaires automatiques contribueront également à amortir le choc global subi par l'économie. Il est facile de mettre en œuvre rapidement des transferts et subventions généralisés, des réductions d'impôt et des plafonds de prix, mais cela a un coût budgétaire relativement élevé et affaiblit les incitations à réduire la consommation d'énergie. Il est également probable que ces mesures impliquent de réduire d'autant les dépenses dans d'autres domaines si la marge de manœuvre budgétaire est particulièrement étroite.

34. Les mesures discrétionnaires de soutien ont été très répandues en 2022-23 pour amortir l'impact de la flambée des prix de l'énergie après l'invasion de l'Ukraine sur les revenus réels et les coûts des entreprises, mais elles ont souvent été mal ciblées et ont eu un coût budgétaire important. De nombreux gouvernements ont également continué d'apporter une aide non négligeable aux consommateurs d'énergie bien après la chute des prix de l'énergie par rapport à leurs pics, même si les salaires minimums et les prestations sociales avaient déjà été revalorisés de manière permanente pour tenir compte de l'inflation passée. Les mesures adoptées en 2022-23 ont permis de tirer deux enseignements essentiels : il est difficile non seulement d'identifier en temps voulu les ménages et les entreprises viables qui ont le plus besoin d'aide, mais aussi de concevoir des politiques qui préservent les incitations à économiser l'énergie. À titre d'exemple, parmi les pays du G20, l'Allemagne et le Canada avaient tous deux mis en place des mesures de soutien relativement bien conçues. Toutefois, les mesures adoptées au Canada, bien que ciblées pour l'essentiel sur les ménages vulnérables, n'incitaient pas à économiser l'énergie, tandis qu'en Allemagne, les aides préservaient les incitations aux économies d'énergie, mais n'étaient globalement pas ciblées.

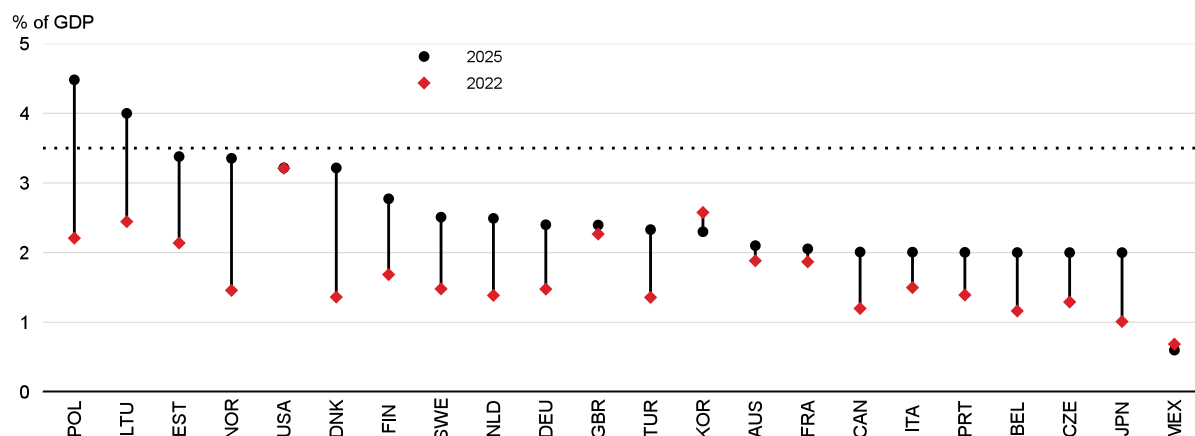
35. De nouvelles mesures budgétaires destinées à amortir l'impact de la hausse des prix de l'énergie viendront s'ajouter aux difficultés budgétaires auxquelles la plupart des gouvernements sont aujourd'hui confrontés. Compte tenu de la persistance des déficits budgétaires, du niveau élevé de la dette et de la hausse des charges d'intérêts sur la dette, des mesures budgétaires crédibles et bien conçues sont nécessaires pour préserver la viabilité de la dette à long terme et la capacité à faire face à de futurs chocs. Dans l'économie médiane des pays du G20, la dette brute des administrations publiques a augmenté de près de 40 % du PIB depuis 2007, juste avant la crise financière mondiale. D'autres besoins de dépenses à court terme, comme celles de défense qui augmentent dans de nombreux pays, accentuent également les tensions budgétaires à plus long terme liées au vieillissement démographique et au changement climatique. De nombreuses économies émergentes et en développement sont confrontées à d'autres difficultés en matière de dépenses, qui découlent de la nécessité d'améliorer leurs infrastructures physiques et numériques, de remédier aux pertes liées au climat et de renforcer les mesures de protection sociale.

36. Le rythme et la composition des ajustements budgétaires devraient varier d'une économie à l'autre et dépendre des conditions initiales, notamment de l'état des finances publiques et de l'économie. Ces ajustements devraient également s'inscrire dans des trajectoires à moyen terme crédibles qui mettent l'accent sur la nécessité de renforcer une croissance économique durable tout en préservant un soutien adéquat à ceux qui en ont besoin. Dans de nombreux pays, il est essentiel de contenir et réallouer les dépenses publiques, tout en améliorant l'efficacité du secteur public, pour qu'il ne soit pas nécessaire de recourir à de nouvelles hausses d'impôts, en particulier lorsque les dépenses sont élevées par rapport à la taille de l'économie. Des examens réguliers des programmes publics, une utilisation accrue des technologies numériques et une amélioration des marchés publics sont autant de mesures qui peuvent être utiles à cet égard. Une augmentation des recettes fiscales sera peut-être également nécessaire lorsque le niveau des recettes est faible en proportion du PIB et qu'il est possible de les accroître en limitant les effets de distorsion induits sur les incitations au travail et l'activité économique. Il est également possible d'accroître les recettes fiscales, en particulier dans les économies émergentes et en développement, en élargissant les bases d'imposition et en améliorant la discipline fiscale, ainsi qu'en relevant les taux d'imposition.

37. De nombreux pays ont commencé à augmenter sensiblement leurs dépenses de défense (graphique 14), notamment les pays de l'OTAN qui se sont engagés à consacrer 3.5 % de leur PIB aux dépenses militaires proprement dites d'ici à 2035. Si les fortes hausses initiales de ces dépenses peuvent être financées par l'endettement dans de nombreux pays, celles-ci devront à terme, si elles restent élevées, être compensées par une réduction des dépenses hors défense ou par une augmentation des recettes pour assurer la viabilité budgétaire. Les pays qui empruntent pour financer le réarmement pourraient voir leur activité économique rebondir à court terme, en particulier si la dette publique est faible et les capacités inutilisées abondantes, mais il est probable qu'une partie de l'activité hors défense soit évincée à mesure que la limitation des ressources se fait sentir. L'augmentation simultanée des dépenses de défense dans de nombreux pays pourrait être source d'avantages collectifs, y compris pour les pays sans production militaire intérieure, mais elle pourrait aussi faire augmenter les prix des équipements de défense et réduire le pouvoir d'achat des budgets de défense. Le conflit qui sévit actuellement au Moyen-Orient pourrait aussi accentuer les tensions sur les dépenses à court terme. Des marchés publics efficaces seront essentiels pour que les pouvoirs publics puissent maîtriser les coûts de la mise à niveau rapide des capacités, encourager l'innovation et la diffusion des connaissances et favoriser la croissance de la base industrielle de défense. Tous les efforts qui visent à tirer davantage parti de la concurrence, à simplifier les procédures excessivement complexes et à raccourcir les cycles d'acquisition peuvent être utiles à cet égard. Pour l'UE en particulier, une priorité supplémentaire consiste à promouvoir des marchés régionaux efficaces en harmonisant les normes de passation des marchés.

Graphique 14. Les dépenses militaires augmentent dans de nombreux pays

Sélection d'États membres de l'OCDE



Note : Les données relatives à 2025 sont des estimations. La ligne pointillée correspond à l'engagement des Alliés de l'OTAN d'affecter 3.5 % de leur PIB aux dépenses de défense proprement dites d'ici à 2035.

Source : Conigrave, B. et Y.-H. Shin « Fiscal and macroeconomic impacts of defence spending », Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE, n° 1861, Éditions OCDE, Paris ; Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) ; Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI) ; plans budgétaires et de défense nationaux ; et calculs de l'OCDE.

La dissipation des tensions commerciales renforcerait les perspectives de croissance

38. La dissipation durable des tensions commerciales renforcerait les perspectives de croissance économique. Les gouvernements doivent travailler ensemble, de manière bilatérale et multilatérale, afin de trouver les meilleures approches possible pour que les régimes d'échanges internationaux soient plus équitables et fonctionnent mieux, d'une manière qui préserve les avantages économiques de marchés ouverts et d'un commerce mondial fondé sur des règles. Des mesures visant à faire diminuer les droits de douane et les obstacles non tarifaires, à approfondir les accords commerciaux ou à réduire les obstacles aux échanges de services pourraient améliorer sensiblement le niveau de vie des populations. Les pays devraient éviter d'imposer des restrictions aux exportations en réponse aux risques d'approvisionnement mondial découlant du conflit au Moyen-Orient. Ces restrictions pourraient exacerber les pénuries mondiales d'approvisionnement et faire encore monter les prix. Sur le long terme, les pays doivent faire des efforts supplémentaires pour réduire les relations de dépendance critique, en mettant au point d'autres technologies pour mieux assurer leur résilience, et favoriser la diversification des fournisseurs et des acheteurs.

Améliorer l'efficacité énergétique et réduire la dépendance à l'égard des importations de combustibles fossiles

39. Les gouvernements peuvent faire davantage pour contribuer à réduire la vulnérabilité des économies aux chocs géopolitiques. Les événements récents soulignent que les économies continuent d'être exposées aux perturbations énergétiques mondiales, même si l'intensité de la consommation de combustibles fossiles diminue régulièrement depuis le milieu des années 1970. À court terme, l'utilisation temporaire d'autres sources d'énergie, comme le charbon ou l'électricité, aiderait à amortir le choc direct, mais ne constituerait pas une solution durable si elle compromet les objectifs de décarbonation à plus long terme. Il faudrait en outre envisager d'encourager d'autres changements de comportement, notamment un recours accru à l'autopartage et aux transports publics. À moyen terme, réduire encore la dépendance à l'égard des sources étrangères d'énergie fossile, en particulier celles provenant de régions sujettes aux conflits, est une priorité de réforme structurelle.

40. Du côté de la demande, pour réduire la dépendance à l'égard des sources d'énergie étrangères, les pouvoirs publics doivent avoir comme priorité de promouvoir une utilisation plus efficace de l'énergie. Outre qu'elles réduisent la sensibilité de l'économie nationale aux fluctuations des marchés mondiaux de l'énergie, ces mesures d'efficacité peuvent améliorer la compétitivité des entreprises et faire baisser les coûts pour les ménages, dans un contexte de problèmes accrus d'accessibilité financière dans de nombreuses économies. L'Agence internationale de l'énergie estime que les interventions des pouvoirs publics depuis 2000 ont permis de réduire de 20 % la facture énergétique des ménages dans les économies avancées. Cela a coïncidé avec des améliorations constantes de l'efficacité énergétique au niveau mondial. Néanmoins, le rythme d'amélioration de l'efficacité énergétique mondiale a ralenti depuis la pandémie, pour s'établir à moins de la moitié de l'objectif de la COP28, qui est une amélioration annuelle de 4 % d'ici à 2030. La stagnation des progrès dans le secteur industriel a été un facteur clé de ce ralentissement.

41. Diverses mesures devraient être envisagées pour promouvoir une plus grande efficacité énergétique dans les secteurs domestique et industriel, dont celles exposées récemment en détail par l'Agence internationale de l'énergie. S'il faudra un certain temps pour que ces mesures produisent pleinement leurs effets, elles constituent des éléments importants pour protéger les économies de futures crises énergétiques. En ce qui concerne l'industrie, la poursuite des investissements publics dans la recherche-développement et la mise à niveau régulière des normes minimales de performance énergétique des équipements industriels peuvent aider le secteur privé à améliorer son efficacité énergétique. Les mesures réglementaires ont toujours été celles qui ont conduit aux plus grands gains d'efficacité et, compte tenu des contraintes budgétaires dans certaines économies, peuvent paraître plus souhaitables que les incitations financières. L'efficacité énergétique des ménages peut également être renforcée par une mise à jour régulière des normes réglementaires, comme celles relatives aux bâtiments, aux véhicules ou aux appareils électroménagers, ainsi que par des campagnes d'information et des incitations financières destinées aux ménages à faible revenu, afin de compenser le niveau élevé des coûts initiaux des actions nécessaires. Si des mesures sont prises pour protéger les ménages et les entreprises du choc actuel des prix de l'énergie, elles doivent être soigneusement conçues de manière à préserver les incitations à améliorer l'efficacité énergétique, par exemple en recourant à des transferts monétaires ciblés plutôt qu'à des subventions des factures d'énergie.

42. Du côté de l'offre sur les marchés de l'énergie, réduire la part des combustibles fossiles importés dans le mix énergétique national peut contribuer à réduire l'exposition aux risques géopolitiques. Il s'agit d'une priorité particulière pour les grands importateurs nets d'énergie. Des efforts supplémentaires pour promouvoir les sources intérieures d'énergie propre à faible coût, comme les technologies d'énergie renouvelable, permettraient à la fois de réduire les importations de combustibles fossiles et d'aider les gouvernements à atteindre leurs objectifs d'atténuation des émissions de carbone. Des approches fondées sur les prix et d'autres qui ne le sont pas devraient être envisagées pour encourager cette transition, en fonction des circonstances et des préférences nationales. Des modifications réglementaires comme l'accélération des procédures d'autorisation pour l'installation de capacités de production d'énergie renouvelable peuvent jouer un rôle important. La transition se traduira par une importance accrue de l'électricité dans les systèmes énergétiques et nécessitera dans bien des cas des investissements supplémentaires pour accroître l'échelle et la durabilité des réseaux électriques. Renforcer l'intégration des marchés de l'énergie au sein des pays et des régions pourrait permettre d'optimiser le fonctionnement des réseaux électriques nationaux. Dans toutes les régions, la gestion rigoureuse des stocks et la préparation aux situations d'urgence contribueraient également à atténuer les répercussions des conflits futurs. Par exemple, la constitution coordonnée de stocks sur le long terme, en dehors des périodes de tensions sur les marchés, aiderait à améliorer la résilience mondiale face aux chocs de l'offre. Les travaux menés par l'Agence internationale de l'énergie pour aider à coordonner les réserves de pétrole et les réponses collectives aux perturbations majeures des marchés de l'énergie resteront essentiels.

La résilience à l'épreuve

Mars 2026

Le conflit au Moyen-Orient met à l'épreuve la résilience de l'économie mondiale, qui était soutenue par des conditions financières et budgétaires favorables et une demande croissante pour les technologies d'intelligence artificielle. Les récentes perturbations majeures des marchés mondiaux de l'énergie et des matières premières ont toutefois provoqué une flambée des prix et accru la volatilité sur les marchés financiers. S'il persiste, le conflit pèsera sur la croissance mondiale et fera augmenter l'inflation. L'un des principaux risques de divergence à la baisse par rapport aux prévisions est que des perturbations prolongées des exportations en provenance du Moyen-Orient accentuent la hausse des prix et aggravent les pénuries de produits de base. Un tel scénario, ou un rendement des investissements dans l'IA plus faible que prévu, pourrait induire des corrections de prix plus importantes sur les marchés financiers, affaiblir la demande et accroître les risques pesant sur la stabilité financière.

Le présent rapport intermédiaire indique que toute mesure des pouvoirs publics visant à amortir l'impact de la hausse des prix de l'énergie devrait être bien ciblée sur ceux qui en ont le plus besoin, maintenir les incitations à réduire la consommation énergétique et s'accompagner de mécanismes d'expiration clairement définis. Les banques centrales devraient rester vigilantes, car des ajustements de la politique monétaire pourraient se révéler nécessaires si les tensions sur les prix se généralisent ou si les perspectives de croissance se détériorent. À plus long terme, des mesures visant à améliorer l'efficacité énergétique au niveau national et à réduire la dépendance à l'égard des combustibles fossiles importés sont nécessaires pour aider les pays à réduire leur exposition aux tensions géopolitiques futures.

Ces Perspectives économiques intermédiaires constituent une actualisation des analyses figurant dans l'édition de décembre 2025 des *Perspectives économiques de l'OCDE, Volume 2025 Numéro 2*.



PDF ISBN 978-92-64-90116-2

